

JOURNAL

DE FRANCE

ET

D'ANGLETERRE.

---

PAR

*M. DE MONTLOSIER,*

ANCIEN DÉPUTÉ AUX ÉTATS-GÉNÉRAUX DE FRANCE,  
ET MEMBRE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

---

*À LONDRES:*

DE L'IMPRIMERIE DE W. ET C. SPILSBURY.

Se vend chez J. DE BOFFE, Gerard-street, Soho,  
& chez les principaux Libraires en Angleterre  
& sur le Continent.

---

1797.

050  
J

R 65789

R6



9  
323/167

---

## AVERTISSEMENT.

---

IL existe déjà un grand nombre de Feuilles Périodiques ; plusieurs de ces ouvrages ont acquis de justes droits à l'estime publique : ils en auraient acquis peut-être davantage si, en général, ils s'étaient moins laissé entraîner aux passions du temps.

Une impartialité sévère, un tableau fidèle de tous les faits, de toutes les opinions, de tous les caractères, de tous les partis, voilà comment j'espère que l'ouvrage que je publie, se distinguera des autres entreprises du même genre.

Quelque difficulté qui puisse se rencontrer dans une telle tâche, je me propose de la remplir ; je veux jouir à cet effet de toute la liberté qui se trouve consacrée chez un Peuple géné-

reux & hospitalier ; bien entendu que la liberté, telle qu'on doit la concevoir dans l'esprit des bonnes mœurs, ainsi que des bonnes loix, est inséparable de la décence dans les formes, des égards dus aux particuliers, du respect pour les personnes revêtues du pouvoir.

Pour mon repos, autant que pour l'intérêt public, je voudrais n'avoir jamais à présenter que des faits ; je voudrais pouvoir réfléchir comme un miroir, d'une manière passive, toutes les couleurs du moment. Dans le mouvement qui agite les esprits, je sais que chacun veut fouiller à sa manière dans les archives du tems ; que les passions aiment à trier elles-mêmes ce qui leur convient ; que ce sont moins des vues que des événemens qu'on recherche, &, qu'en général, on demande à un Journaliste ce qu'il sait, beaucoup plus que ce qu'il pense.

Je tâcherai de me conformer à cette disposition générale ; & cependant il est une observation que je ne peux dissimuler. Les faits ont un tel rapport, soit avec les événemens antérieurs qui ont pu les produire, soit avec les



événemens futurs auxquels ils doivent donner lieu, que ce serait les dénaturer souvent, que de les isoler. Le Journaliste est obligé de saisir ce vaste ensemble, & de le présenter à ses lecteurs. En reprenant ainsi les événemens présents pour les considérer sous ce double rapport, ou comme effets des événemens passés, ou comme cause probable des événemens à venir, il est inévitable qu'il ne mêle ses vues particulières comme observateur, à une narration exacte comme historien.

Mais les recherches du Naturaliste Politique ont aussi leur intérêt ; on aime à le suivre, à pénétrer avec lui dans le grand mystère de la génération des événemens. C'est une pensée peut-être peu flatteuse pour l'amour-propre des grands régulateurs des Nations ; c'est pourtant une grande vérité, que les hommes & leurs conceptions sont pour moins qu'on ne croit dans la marche des choses ; & que la Nature, dans les mouvemens des Peuples, comme dans tous les autres mouvemens de l'Univers, a ses loix éternelles & invariables.

Après avoir parlé du caractère de cet ouvrage, je n'ai pas à m'étendre beaucoup sur sa composition ; ce sera, si l'on veut, un ouvrage en marqueterie, composé de pièces de rapports de tous les partis. D'ailleurs on peut s'attendre que, dans un Journal de France & d'Angleterre, ce qui intéresse principalement les deux Nations y sera sans cesse en perspective.

Il est vrai que les Journalistes, ainsi que les Historiens, considèrent souvent d'une manière différente, l'intérêt de leur sujet. En général ce sont les grands mouvemens qui les occupent. Les débats des Assemblées délibérantes, les discours de leurs Orateurs, les arrêtés des Gouvernemens, la marche des armées, la combinaison des opérations militaires, voilà ce qui attire principalement leur attention.

Mais l'économie intérieure et domestique d'une Nation, ses loix, ses usages, ses habitudes, ses préjugés même, tout ce qui la caractérise comme Nation, tout ce qui tient aux mouvemens de l'opinion, dans ses livres, dans ses



spectacles, jusques dans ses chansons, ne laisse pas d'avoir aussi de l'importance. Que de rapprochemens intéressans en ce genre ne se présentent pas sans cesse entre les mœurs et le génie des diverses Nations ? Mais sur-tout, combien de comparaisons n'aurons-nous pas à faire entre la France ancienne et la France nouvelle, & entre l'une & l'autre & l'Angleterre ?

Je chercherai à remplir ces vues. En pensant à tout ce qu'un grand Peuple a perdu, par sa faute, de bonheur & de biens de tout genre, si on apprend à haïr davantage sa Révolution, ainsi que toutes les révolutions, j'aurai, par-là même, fait une chose utile. Tout ce que désirait l'immortel Auteur de l'Esprit des Loix, était que chaque Peuple trouvât dans son ouvrage, un motif de plus d'être attaché à son Gouvernement : avec quelle force n'exprimerait-il pas aujourd'hui ce respectable sentiment ? La France a acquis une grande expérience ; l'Europe a reçu une grande leçon : puissent-elles n'être pas perdues pour ceux à qui elles ont coûté si cher !.... A Sparte, on

exposait un Ilote ivre, pour donner aux jeunes gens des leçons de sobriété ; je serai peut-être quelquefois dans le cas de montrer la France ivre à l'Europe, ainsi qu'à elle-même. *Ad firmandas res publicas, & ad stabiliendas vires, ad sanandos populos omnis nostra pergit oratio ;* c'est ce que disait, dans des circonstances bien moins importantes, l'Orateur Romain : je tâcherai de m'animer du même esprit & des mêmes vues.



---

# JOURNAL

## DE FRANCE ET D'ANGLETERRE.

---

### SUR LA PAIX

ET LA NÉGOCIATION DE LORD MALMESBURY.

**L**ES négociations sont rompues : Lord Malmesbury est revenu de France. Les hommes habiles ont pu prévoir cet événement. Dans la situation politique que présente l'Europe il faudrait peu connaître la marche des hommes & des affaires, pour croire que de premiers pourparlers amèneraient à la paix.

Comme cet événement occupe aujourd'hui tous les esprits, nous allons en rendre compte dans tous ses détails, en omettant seulement ce qui nous a paru ou trop connu, ou trop peu important pour mériter d'occuper de nouveau nos lecteurs.

Plusieurs des ennemis dont la France a triomphé lui avaient déjà demandé la paix, & l'avaient obtenue. On se flattait que les autres qui n'osaient pas s'expliquer directement comptaient sur de puissantes médiations; mais on ne s'attendait pas que le seul que la fortune des combats n'eut

pas encore mis dans le cas de la demander, vînt hautement la proposer pour lui-même & pour ses alliés.

Les démarches du Gouvernement Britannique, l'arrivée du Lord Malmesbury, ont causé une surprise extrême : elles ont produit un grand mouvement.

Depuis long-temps une indifférence pour toute espèce de question politique avait succédé en France à cet enthousiasme effréné qu'avait produit la révolution. Le premier effet des nouvelles de Paix, a été de donner par-tout un nouvel essor à l'esprit public, ainsi qu'à la curiosité. La pièce suivante pourra faire juger à quel degré d'empressement, d'extravagance, les esprits se sont portés.

#### DE L'IMPORTANCE DES COURIERS.

“ DEPUIS qu'on s'abandonne aux espérances de paix,  
 “ les couriers sont devenus, après les têtes couronnées qui  
 “ les font expédier, les personnages les plus importants  
 “ de l'Europe. Nos politiques les suivent sur terre &  
 “ sur mer à-peu-près comme les astronomes suivent les  
 “ comètes ; &, de même que ces derniers arrangent le  
 “ système planétaire d'après la marche des météores, ainsi  
 “ les nouvellistes disposent le monde politique d'après la  
 “ marche des couriers. On interroge les postillons, les  
 “ valets d'écurie sont dans le secret des cours ; et si on  
 “ osait, on ferait parler les chevaux comme ceux d'Ulysse,  
 “ pour leur faire dire ce que contiennent les dépêches  
 “ dont ils sont chargés. Du reste, ils parleraient, je  
 “ crois, beaucoup mieux que quelques-uns de nos publi-  
 “ cistes : & j'aimerais mieux entendre raisonner le der-  
 “ nier des chevaux de poste, que ce pauvre Prince de  
 “ Hesse dont le génie s'associe si courageusement à ce-  
 “ lui de Poultier pour détrôner les Rois d'Europe dans  
 “ l'Ami des Loix. Il vient d'arriver un courier de Lon-  
 “ dres. Les dépêches sont déjà commentées avant d'être  
 “ connues. Les optimistes croient que la paix est au



“ fond de la Valise, comme l'espérance au fond de la  
 “ boîte de Pandore. Quant à moi, je n'ose pas me livrer  
 “ à un esprit si doux ; & quand j'aurais sur le nez les  
 “ lunettes de Candide, elles ne m'empêcheraient pas de  
 “ voir de nouveaux orages s'amonceler & se presser sur  
 “ nos têtes.” QUOTIDIENNE.

Nonobstant ces réflexions, des politiques n'ont pas laissé  
 que d'entretenir des espérances : ils ont même voulu me-  
 surer avec précision l'étendue de probabilité sur lesquelles  
 elles pouvaient reposer. Les observations suivantes publiées  
 à Paris dès le premier moment de l'arrivée de Lord Malmes-  
 bury, pourront donner une idée juste de l'esprit qui ré-  
 gnait alors.

OBSTACLES QUI PEUVENT SE TROUVER POUR  
 LA PAIX DANS LE CARACTERE DES CABI-  
 NETS FRANÇAIS ET BRITANNIQUE.

[Par M. Ræderer.]

“ COMPARANT nos mœurs actuelles avec celles de  
 “ la Monarchie Anglaise, on se permet des inquiétudes  
 “ sur les moyens de communication qui seront employés  
 “ entre les négociateurs.  
 “ D'un côté on craint que l'adresse très-exercée des  
 “ étrangers ne se joue de la simplicité de nos diplomates,  
 “ ou ne réussisse du moins à l'embarrasser. Le dirai-je ?  
 “ on se hasarde à demander si l'or d'une nation opulente  
 “ ne répandra pas la corruption autour d'un gouvernement  
 “ où les premières magistratures elles-mêmes sont exer-  
 “ cées par des hommes nés dans le médiocrité de fortune,  
 “ & destinés par la suite à une pauvreté honorable, sans  
 “ doute, mais pénible après tant d'abondance : de l'autre,  
 “ on appréhende que la crainte de ne pas paraître assez  
 “ fins ne rende nos agens épineux, ou qu'une affectation

“ de franchise ne les ende durs & rogues, ou qu’une  
 “ ostentation puérile de désintéressement ne les rende  
 “ défiants, cauteleux, intraitables.

• “ Ceux qui doutent des intentions pacifiques de M.  
 “ Pitt, disent qu’une nation qui tient l’empire de la mer,  
 “ n’a pas besoin que les loix des peuples étrangers, ou des  
 “ traités, ouvrent leurs portes à ses marchandises ; qu’elle  
 “ a mille moyens de les introduire où elle veut, & quand  
 “ elle veut ; que l’Europe est inondée, comme du  
 “ passé, de marchandises Anglaises ; que la majorité du  
 “ nouveau Parlement est acquise à la Cour ; que déjà les  
 “ finances de l’Angleterre sont au moins en assez bon  
 “ état, pour permettre d’attendre la catastrophe des nô-  
 “ tres, &c.

“ Quant au Directoire de France ; on voit autour de lui  
 “ une foule de militaires, & nul homme d’état ; plus de  
 “ caractères ardens, que d’esprits éclairés ; plus d’enrichis,  
 “ que de propriétaires patrimoniaux. On voit son éloi-  
 “ gnement pour les citoyens que la paix, en vertu de la  
 “ loi même du 3 Brumaire, laisserait rentrer en fonctions.  
 “ On voit ses habitudes de guerre, son art de vaincre ; on  
 “ n’a pas éprouvé encore ses talens d’administration civile.  
 “ Et bien des gens concluent que la paix n’est pas le plus  
 “ pressant de ses besoins. Mais d’un autre côté, l’embar-  
 “ ras des finances paraît lui faire une nécessité de la paix ;  
 “ l’intérêt du gouvernement dans l’état présent des af-  
 “ faires est étroitement lié à l’intérêt de la république ;  
 “ enfin, le traité de paix conclu avec la Cour de Naples,  
 “ porte un caractère de modération, qui ne laisse aucun  
 “ doute sur l’empressement, si non du Directoire tout  
 “ entier, du moins de la majorité du Directoire, pour  
 “ traiter avec les Puissances de bonne foi ; & ces circons-  
 “ tances sont celles qui frappent le plus généralement les  
 “ esprits.

“ Pour nous, nous croyons nécessaire d’écarter quant  
 “ à présent, de toute discussion publique, la question des  
 “ intentions.

“ Nous pensons que le Gouvernement de France doit  
 “ faire éclater d’autant plus de zèle pour la paix, que  
 “ les dispositions du Cabinet de St. James seront plus équi-  
 “ voques ; qu’il doit l’accabler de propositions équitables.



“ le poursuivre par des ouvertures toujours plus franches  
 “ & plus amicales, jusqu’à ce qu’il se rende ou se re-  
 “ tranche enfin dans ces difficultés honteuses qui sont la  
 “ dernière ressource de la mauvaise foi. C’est par un  
 “ grand abandon aux principes d’un gouvernement ami  
 “ de l’humanité, que le Directoire pourra ranimer le zèle  
 “ des Français pour repousser un ennemi obstiné, & ré-  
 “ pandre, débarquer pour ainsi dire, au sein de l’Angle-  
 “ terre même, les preuves de la déloyauté des chefs qui  
 “ la gouvernent : genre de descente plus funeste peut-  
 “ être au Gouvernement Anglais, & moins périlleuse,  
 “ sans doute, pour la France, que celui dont on annonce  
 “ le projet.”

---

Telle était à-peu-près la disposition des esprits, quand la première note du Lord Malmesbury a été connue. Il paraît que la réponse du Directoire a excité le blâme & l’animadversion générale.

*Sans rien préjuger (y est-il dit) contre ses intentions, sans supposer qu’il ait reçu des instructions secrètes contraires à ses instructions ostensibles ; sans prétendre, enfin, que l’Angleterre soit de mauvaise foi, en proposant la paix, & ne veuille que populariser la guerre à Londres, le Directoire ne dissimule pas que les propositions de l’Ambassadeur ne paraissent présenter qu’un esprit éloigné de la paix.*

“ Ici, a dit M. Rœderer, il y a maladresse & manque  
 “ de bienséance : maladresse, car cette phrase offensante  
 “ pouvait fournir un prétexte de rupture ; & s’il l’eût  
 “ saisi, la multitude trompée au véritable motif de la  
 “ rupture en aurait accusé le Directoire, & eût mal se-  
 “ condé ses efforts pour continuer la guerre : manque de  
 “ bienséance, car ces expressions de défiance & ces pro-  
 “ testations de non-défiance, tissées ensemble, n’appar-  
 “ tiennent, ni à l’urbanité monarchique, ni à la fran-  
 “ chise républicaine. Il n’est pas digne d’un gouvernement  
 “ républicain de faire entendre ce qu’il ne se croit pas en  
 “ droit de dire, ou de dire d’une manière détournée ce  
 “ qu’il se croit fondé à faire entendre.” JOURN. ECON.

Si les bons esprits en France eurent lieu de censurer cette première réponse du Directoire, s'ils furent choqués ensuite des notes offensantes qui l'accompagnèrent dans un de ses journaux, on pouvait être étonné de sa tergiversation dans la reconnaissance du fameux principe des compensations. La conduite du Directoire à cet égard fut telle, que personne ne put comprendre s'il rejetait ce principe, ou s'il l'admettait. Tandis que les journaux du genre de la Sentinelle, & de l'Ami des Loix, ne cessaient de louer le Directoire, de ne pas vouloir le reconnaître ; d'autres, au contraire, se bornaient à l'excuser.

“ Que l'Angleterre ait dit, Convenons d'abord du principe, j'appellerai ensuite dans la négociation les parties intéressées ; que la France ait dit, Appelons d'abord les parties intéressées, nous verrons après s'il y a lieu à admettre le principe ; il serait difficile de prononcer, dit un écrivain Français, laquelle des deux parties a le mieux raisonné.” *Ræderer.*

Ces apologies en faveur du Directoire, nous parvenaient ainsi de Paris. Les esprits demeuraient par-tout en suspens : tout-à-coup il s'est trouvé que le principe des compensations avait été admis plusieurs semaines auparavant, sans que le Lord Malmesbury ni personne en Europe s'en fût douté.

“ Le Ministre des relations extérieures est chargé par le Directoire exécutif d'observer que les réponses faites le 7 & 22 Brumaire dernier renfermaient la reconnaissance u principe des compensations.”

Ce principe admis enfin clairement par les deux Puissances, le public attendait avec empressement l'issue des premières conférences. Bientôt les bruits de paix se repandirent & semblèrent s'accréditer plus que de coutume. On publia, on affirma, que *l'Angleterre, satisfaite de l'ancien-*



*tissement de la Hollande, & de la possession du Cap de Bonne Espérance, se prêtait à laisser la Belgique réunie à la France.*  
JOURN. ECON.

Ces bruits ne furent pas seulement des rumeurs vagues : on les appuyait des plus grandes autorités. L'erreur se propagea avec rapidité. Nul doute que le Ministre des relations extérieures, ainsi que le Directoire, l'aient partagée. Une circonstance particulière rapportée par le Lord Malmesbury, paraît avoir donné lieu à cette méprise.

M. de la Croix, dans quelques-unes de ses conversations antérieures ayant parlé à plusieurs reprises de la Belgique comme se trouvant essentiellement unie à la France par la Constitution, & le Lord Malmesbury ayant toujours gardé le silence, ce silence paraît avoir été interprété par M. de la Croix de manière à lui faire croire que l'Angleterre ne mettait pas à la restitution des Pays-Bas Autrichiens autant d'importance qu'on le disait. De-là l'étonnement qu'il manifesta, lorsqu'il vit que cet article était compris comme condition essentielle dans le traité proposé, & lorsque le Lord Malmesbury lui assura que le Gouvernement Britannique ne s'en départirait jamais.

Que le Directoire dès ce moment ait fait demander au Lord Malmesbury son *ultimatum*, & que sur son insistance il lui ait signifié l'ordre de quitter la France dans deux fois 24 heures, cette démarche d'irritation est une preuve de plus combien tout le Gouvernement Français, à la lecture des propositions du Lord Malmesbury, s'est trouvé en mécompte de ce qu'il attendait.

On pouvait croire que des écrivains du genre de Poul-tier, de Chenier, & de Louvet, partageraient facilement à cet égard l'humeur & les passions de leurs chefs ; mais quand on voit que les écrivains les plus modérés, les esprits en général les plus sages se sont permis contre le

Cabinet Anglais un emportement qu'on était loin d'attendre de leur part, on a lieu de craindre que l'orgueil national ne se soit trop exalté sur ce qui regarde la Belgique; & que si l'Angleterre persiste à en demander l'abandon, la paix ne soit encore bien éloignée.

---

*DE LA BONNE OU MAUVAISE FOI SUPPOSÉE DU  
DIRECTOIRE ET DU GOUVERNEMENT.*

QUELQUES personnes demandent si le Directoire a voulu sincèrement la paix. On a fait en même temps la même question sur l'Angleterre.

Quelque prévenu qu'on puisse être contre le jugement d'écrivains qu'on sait voués de respect & de reconnaissance à un Gouvernement, nous répondrons de toute notre conviction, & avec le sentiment d'indépendance qui nous caractérise, que la sincérité du Cabinet Britannique nous paraît hors de doute.

Sans pouvoir nous prévaloir à cet égard de relations ou de communications précises, tous les indices qu'on peut recueillir en ce genre, toutes les approximations qu'on peut combiner nous conduisent à ce jugement. Le Directoire a cherché par toutes les manières à élever des soupçons sur les vues du Cabinet de St. James : mais sa conduite sur ce point, comme sur bien d'autres, nous paraît excessivement maladroite.

Parmi les notes qu'il a fait publier à cet effet dans le cours de la négociation même, on a pu remarquer deux pièces importantes.

Dans la première, on cite avec affectation diverses offres des Pays-Bas faites par l'Autriche, toutes les fois qu'elle a cru que la France pourrait lui donner quelque chose en échange.



En 1748, dit-on, le Prince de Kaunitz proposa à Aix-la-Chapelle, à M. de St. Severin, d'en faire la cession à la France, si elle voulait seulement s'allier à l'Autriche pour lui faire restituer la Silésie. On a vu depuis, y ajouta-t-on, Joseph II, n'ayant pu envahir la Bavière en 1778, offrir en 1789 à l'Electeur Palatin l'échange de cet électorat pour les Pays-bas qu'on aurait érigés en royaume d'Austrasie : échange qui fut empêché par l'intervention armée du Roi de Prusse, &c.

Cette pièce a pour objet, comme on voit, de prouver que l'intérêt de l'Empereur aux Pays-Bas est moindre que celui de l'Angleterre, qui, en redoutant tout accroissement de territoire pour la France, redoute sur-tout le prolongement de sa ligne maritime. Aussi " l'une des trois ou " quatre maximes, remarque-t-on, qui renferment toute la " politique Anglaise, est que la richesse & la puissance " de l'Angleterre tiennent en grande partie à l'alliance " des Provinces-Unies ; & qu'Amsterdam doit être comme " Lisbonne la sujette de Londres." De plus, on y représente le danger où se trouverait l'Angleterre, si la France continuait à avoir à sa disposition la côte du nord depuis Calais jusqu'au Zuiderzée ; & on ne dissimule pas que les bouches de l'Escaut, de la Meuse, & du Rhin, seraient toujours prêtes à menacer les côtes sans défense d'Essex, de Suffolk, d'Yorkshire, & toute la côte jusqu'au nord de l'Ecosse. *Rédacteur.*

La seconde pièce publiée contre l'Angleterre est l'extrait d'un Mémoire historique de la Négociation de la France & de l'Angleterre, depuis le 16 Mars 1761 jusqu'au 20 Septembre de la même année, avec les Pièces Justificatives. Cette pièce, où l'on cite des traits de hauteur de l'ancien Lord Chatham envers le Duc de Choiseuil, a pour but de

prouver que ce Ministre ne fit montre alors d'intentions pacifiques, " que pour fermer la bouche au parti de l'Opposition, obtenir des subsides, endormir la France, & lui " faire négliger les préparatifs de la guerre." On en tire ensuite par induction la conclusion suivante :

" Ce qu'on a éprouvé du père, n'est-il pas à craindre " du fils ; & doit-on plus compter sur la sincérité du Pitt " de 1796, que sur celle du Pitt de 1761 ?" &c.

On voit bien dans ces deux pièces l'intention de la haine qui cherche à faire des imputations odieuses ; mais en les comparant, examinons s'il est possible d'en concilier le sens.

Pour faire condescendre l'opinion publique à la conservation de la Belgique, d'un côté on s'efforce de prouver que c'est moins l'Empereur à qui elle appartient, qui s'y oppose, que l'Angleterre à qui elle n'appartient pas. Je comprends qu'on veut flétrir ainsi la résistance de l'Empereur, en la faisant envisager comme une résistance qui n'est pas la sienne, & comme l'effet peu intéressant des suggestions & de la domination du Cabinet Britannique.

Mais cependant si l'Angleterre a tant d'intérêt, comme on le prouve d'un côté, à la conservation de la Belgique entre les mains de l'Empereur, comment, d'un autre côté, l'accuse-t-on de mauvaise foi en faisant tous ses efforts pour la lui conserver ? Les accusations qu'on fait à l'Angleterre sont évidemment contradictoires.

La sincérité du Directoire n'est pas si facile à établir.

Les réflexions que nous allons citer donneront d'abord une idée de l'opinion qu'on en a eue en France.

" Il entre dans l'esprit de bien des gens que le Direc-  
" toire ferait plus volontiers la paix avec l'Autriche qu'avec  
" l'Angleterre. On a jugé par l'opposition qu'il a mise au  
" rapport de la loi du 3 Brumaire, par l'aversion qu'il  
" montre pour la classe de citoyens que cette loi séquestre



“ véritablement de la société politique, qu’il n’entre pas  
 “ dans ses vues de faire une paix générale ; & l’on considère  
 “ que voulant la guerre, l’Angleterre est la Nation avec la-  
 “ quelle il court le moins de risque à la soutenir, parce qu’il  
 “ n’a à craindre aucune invasion de son côté. Si ces con-  
 “ jectures sont fausses ou injustes, le Directoire ne peut en  
 “ faire de reproches qu’à lui-même. Elles sont autorisées  
 “ par un raisonnement assez juste dont il a fourni les bases.  
 “ Il n’appartient pas à tous les esprits de démêler qu’il est  
 “ possible d’avoir beaucoup de répugnance pour certains  
 “ fruits de la paix, & cependant de désirer la paix avec  
 “ ardeur, ce qui sans doute est l’histoire du Gouverne-  
 “ ment Français.” JOURNAL D’ECONOMIE.

Si la bonne foi du Directoire a été suspectée ainsi au-  
 dedans, au dehors nous pouvons citer l’opinion d’un homme  
 dont l’Europe est accoutumée, depuis long-temps, à la jus-  
 tesse & la sagacité.

*La seule vérité du moment dont je sois bien persuadé, nous écrit-il avec sa véhémence ordinaire, c’est de la folie de cet espoir de la paix, de ces avances de paix, de ces paroles de paix, de ces solennelles facéties avec lesquelles on poursuit des chimères. Vous voyez le beau résultat de vos Ambassades ; le Directoire ne cherche qu’à avilir l’Envoyé & le Gouvernement Britannique. Vous verrez de plus que, nonobstant ses formes insolentes & insolites, ni sa Nation, ni l’Opposition Anglaise, ne lui donneront le tort d’une rupture. Je l’ai répété cent fois, ces gens-là ne veulent que guerre, ruine, désorganisation, domination. Il est inconcevable qu’on méconnaisse assez ces usurpateurs, leur caractère, leur position, leur but, pour s’aveugler là-dessus. Cette Lettre M. de Mallet du Pan est datée de Berne, 23 Novembre 1796. \**

---

\* Nous avons l’espérance de donner au Public, de temps en temps, des Lettres de M. Mallet du Pan ; la première que nous attendons incessamment, doit rouler sur les événemens importans de l’Italie.

L'autorité de M. Mallet du Pan, les témoignages imposans qui s'y réunissent, l'état actuel des événemens qui semblent venir à leur appui, tout cela est d'un grand poids pour nous ; & cependant, si nous voulions nous en rapporter uniquement à l'impression que l'état des choses nous fait éprouver, peut-être que nous penserions que la rupture des Négociations est bien plus l'effet, de part & d'autre, de l'incompatibilité des prétentions, des obstacles insurmontables que présente en soi-même l'état des choses, que d'aucune mauvaise foi, d'aucune vue ultérieure, d'aucune combinaison particulière.

A tous les indices de fait qui semblent se réunir pour nous prouver que le Directoire, soit qu'il ait cru céder en cela au sentiment de son intérêt, soit plutôt qu'il ait été entraîné par le mouvement de l'opinion générale, s'est occupé de la paix comme d'une chose sérieuse, nous pourrions joindre l'opinion du Lord Malmesbury lui-même, qui, en rendant compte de l'impression que lui a faite la première Conférence, n'a pas douté *que la Négociation se poursuivît, quoique exposée, suivant lui, à de nombreuses & presque insurmontables difficultés.*

S'il ajoute que, *connaissant, comme il le fait, l'opinion du Directoire, il a vu peu d'espérance de les terminer heureusement,* nous laissons à juger si cela doit s'entendre dans un sens d'ambition, ou de perfidie.

La fin du Message du Roi, en parlant des efforts & des sacrifices qu'il a faits pour l'obtention de la paix, nous indique seulement *qu'elle est retardée par les prétentions exorbitantes de ses ennemis.* \*

---

\* *And which is now retarded only by the exorbitant pretensions of his enemies.*



PIÈCES IMPORTANTES

*Relatives à la Négociation de Lord Malmesbury.*

PLUSIEURS de ces pièces, telles que les premières Notes du Lord Malmesbury & les Réponses du Directoire, ont été déjà rapportées dans tous les papiers publics; mais les Cinq Articles de Conditions proposées, le Mémoire Confidentiel sur la Paix avec l'Espagne & la Hollande, & la Lettre du Lord Malmesbury au Lord Grenville, méritent une grande attention. Tels sont d'abord les Articles proposés.

“ 1°. La restitution à sa Majesté l'Empereur & Roi, de tous ses Etats, sur le pied de possession avant la guerre.

“ 2°. Le rétablissement de la Paix entre l'Empire Germanique & la France, par un arrangement convenable & conforme aux intérêts respectifs, aussi bien qu'à la sureté générale de l'Europe. Cet arrangement serait traité avec sa Majesté Impériale, comme Chef Constitutionnel de l'Empire, soit par l'intervention du Roi, soit directement, selon que sa Majesté Impériale le préférera.

“ 3°. L'évacuation de l'Italie par les troupes Françaises, avec l'engagement de ne pas intervenir dans les affaires intérieures de ce pays, qui serait remis, autant que possible, sur le pied du *status ante bellum*.

“ Dans le cours de la Négociation l'on pourrait discuter plus en détail les mesures ultérieures que l'on pourrait adopter sur les objets de ces trois articles pour pourvoir plus efficacement à la sureté future des limites & possessions respectives, & au maintien de la tranquillité générale.

“ 2°. Quant à ce qui regarde les autres Alliés de sa Majesté Britannique, elle demande qu'il soit réservé à la Cour de Saint Pétersbourg, la faculté, pleine & illimitée, d'intervenir à cette Négociation, dès qu'elle le jugera à propos, ou bien d'accéder au Traité Définitif, & de rentrer par-là dans un état de paix avec la France.

“ 3°. Sa Majesté demande pareillement que sa Majesté  
 “ très-fidelle puisse aussi être comprise dans la Négociation,  
 “ & rentrer en paix avec la France, sans qu’il soit ques-  
 “ tion d’aucune cession ou condition onéreuse de part ou  
 “ d’autre.

“ 4°. A ces conditions, sa Majesté offre à la France la  
 “ restitution entière, & sans réserve, de tout ce qu’elle a  
 “ conquise sur cette puissance dans les deux Indes, en lui  
 “ proposant toutefois de s’entendre mutuellement sur les  
 “ moyens d’assurer, pour l’avenir, la tranquillité des deux  
 “ nations, & de consolider, autant que possible, les avan-  
 “ tages de leurs possessions respectives. Elle offre pareille-  
 “ ment la restitution des Isles de Saint Pierre & Miquelon,  
 “ & de la Pêche de Terre Neuve sur le pied du *status ante*  
 “ *bellum*.

“ Mais si elle devait, en outre, se départir du droit que  
 “ lui donnent les stipulations expresses du Traité d’Utrecht,  
 “ de s’opposer à ce que la partie Espagnole de Saint-Do-  
 “ mingue puisse être cédée à la France, elle demanderait  
 “ alors, en retour de cette concession, une compensation qui  
 “ pourrait assurer, au moins en partie, le maintien de la  
 “ balance des possessions respectives dans cette partie du  
 “ monde.

“ 5°. Dans tous les cas des cessions ou des restitutions  
 “ dont il pourrait être question dans cette Négociation, on  
 “ accorderait, de part & d’autre, la faculté la plus illi-  
 “ mitée à tous les particuliers de se retirer, avec leurs fa-  
 “ milles & leurs effets, & de vendre leurs terres & autres  
 “ immeubles; & on prendrait pareillement, dans le cours  
 “ de la négociation, des arrangemens convenables pour la  
 “ levée des séquestrations, & pour satisfaire aux justes ré-  
 “ clamations que des individus, de part & d’autre, pour-  
 “ raient avoir à faire sur les Gouvernemens respectifs.”

Nous desirerions donner de même dans toute leur étendue,  
 le Mémoire Confidentiel sur la Paix avec l’Espagne & la  
 Hollande, ainsi que la Correspondance de Lord Malmes-  
 bury. Mais quoique ces pièces soient excessivement inté-  
 ressantes, les bornes de cette feuille nous forcent à n’en don-  
 ner qu’un extrait.



Pour ce qui regarde l'Espagne, le Mémoire Confidentiel ne contient qu'un rétablissement pur & simple de paix & d'amitié, sans aucune restitution ou compensation quelconque, excepté *quant à ce qui pourrait résulter de l'application du principe déclaré à la fin du quatrième Article du Mémoire déjà délivré au Ministre des Affaires Etrangères*, c'est-à-dire, relativement à l'abandon à la France de la partie Espagnole de Saint-Domingue.

Ce qui concerne les Provinces Unies, offre un article remarquable. “ Sa Majesté & ses Alliés se trouvent trop  
“ intéressés à la situation politique de ces Provinces pour être  
“ capables de consentir en leur faveur au rétablissement du  
“ *status ante bellum*, relativement à leurs possessions territo-  
“ riales, à moins que la France pût de son côté les rétablir en  
“ tout point dans la même situation politique dans laquelle  
“ elles étaient avant la guerre.”

Je me hâte de passer à la lettre du Lord Malmesbury. Cette pièce, digne de faire à jamais époque dans l'histoire des relations diplomatiques, contient divers points bien distincts : ce qui est relatif aux Pays-Bas ; l'objection de leur union à la France, en vertu de sa Constitution ; les avantages immenses acquis à l'Angleterre par l'extension de son commerce & de sa puissance dans l'Inde, ainsi que ceux acquis par les Puissances continentales par le partage de la Pologne ; la nécessité pour la France, & l'intérêt pour l'Europe, d'étendre les limites du territoire Français jusqu'au Rhin ; les restitutions à faire à la Hollande ; enfin, ce qui est, ou ce qu'on a supposé relatif aux émigrés, à la fin de l'Article V.

Pour ce qui concerne les Pays-Bas, M. de la Croix, après avoir dit au Lord Malmesbury (*d'après l'avis des meilleurs publicistes*), qu'ils étaient irrévocablement unis à la France par sa Constitution ; après lui avoir observé que ce serait

jeter la France dans toute la confusion qu'entraînerait une convocation d'assemblées primaires, lui a ajouté : “ Qu'il  
 “ était surpris que la Grande Bretagne mît ainsi en avant  
 “ un tel article comme condition essentielle du traité,  
 “ d'après les conversations précédentes qu'il avait eues avec  
 “ lui, dans quelques-unes desquelles il pensait lui avoir  
 “ expliqué clairement la nature de la Constitution Française.”

La réponse du Lord Malmesbury a été péremptoire. “ Je  
 “ lui répliquai, que tout ce que j'avais entendu de lui était  
 “ parfaitement dans ma mémoire ; que quoique je l'eusse  
 “ écouté avec cette attention que j'apportais sans cesse à  
 “ tout ce qu'il disait, cependant je ne lui avais fait aucune  
 “ sorte de réponse, & n'avais admis ni combattu son opinion ;  
 “ que quoique je pensasse que je pouvais aisément  
 “ la combattre par l'esprit même de la Constitution, cependant la discussion de cette Constitution était parfaitement  
 “ étrangère à l'objet de ma mission ; que même en admettant ces deux propositions, savoir, que la rétrocession des  
 “ Pays-Bas Autrichiens était incompatible avec les loix,  
 “ & que nous eussions dû les connaître auparavant, il existait un droit public en Europe antérieur à aucun droit  
 “ public que les Français pouvaient juger convenable d'établir dans leurs domaines ; que si leur Constitution était  
 “ généralement connue, les traités existans entre Sa Majesté & l'Empereur étaient au moins aussi publics ;  
 “ & que dans les traités antérieurs à la Constitution Française, il était stipulé que les deux parties contractantes ne mettraient bas les armes qu'après la restitution  
 “ de toutes leurs possessions. Je supposai le cas où la  
 “ France aurait perdu de ce qu'elle regarde comme partie intégrante de son territoire, au lieu d'en avoir acquis ;  
 “ & je lui demandai si, dans l'appréhension de plus grandes  
 “ pertes



“ pertes encore, le Gouvernement, tel qu’il est aujourd’hui composé, ne se considérerait pas comme investi de pouvoirs suffisans pour sauver son pays, en faisant quelque sacrifice de territoire ?” Il était difficile de répondre à ces raisonnemens.

M. de la Croix paraît avoir eu moins de désavantage, quand il a cherché à justifier les prétentions de la France par une description comparative de l’aggrandissement survenu à diverses autres Puissances de l’Europe. L’accroissement du commerce d’Angleterre & de ses possessions dans l’Inde, celui de l’Autriche, de la Prusse, & de la Russie, par le démembrement & le partage de la Pologne, lui ont fourni des sujets plus plausibles de récrimination. Revenant ensuite à l’extension de la France, il a été jusqu’à y trouver de grands avantages pour les Puissances : “ l’envahissement de la Belgique, en éloignant ce qui a été pendant deux siècles passés une source continuelle de guerres ; les bornes du Rhin, en assurant, pendant deux siècles à venir, la tranquillité de l’Europe.”

L’évidence de ces avantages généraux n’a pas empêché M. de la Croix de présenter pour l’Empereur quelques avantages, ou si l’on veut quelques dédommagemens particuliers. Il les a trouvés dans la sécularisation des trois Electorats Ecclésiastiques & de quelques Evêchés en Allemagne & en Italie. Il a même parlé de faire de nouveaux Electeurs ; & dans la vue, sans doute, de mieux faire goûter son plan, il a nommé le Stadhouder & les Ducs de Brunswick & de Wirtemberg, comme les personnes qui pourraient remplacer les trois Electeurs Ecclésiastiques.

Tout ce qui concerne ce projet n’a pas dû être nouveau pour le Lord Malmesbury ; c’est le plan connu & favori du Directoire. Si nous sommes bien informés, il en avait déjà même été question sérieusement dans des conférences,

tenues antérieurement avec l'Envoyé d'une autre grande Puissance.

Tout en stipulant par une phrase de formule, l'assurance de fidélité de la part de la France à l'intérêt de ses Alliés, on pourrait croire que M. de la Croix a été disposé à un peu de complaisance pour abandonner à l'Angleterre les principales conquêtes faites sur la Hollande, telles que le Cap & Trincomalé ; ou du moins il s'est permis de les envisager comme des équivalens bien au-dessus de la valeur des Pays-Bas ; & il a cherché s'il ne pourrait pas se trouver, pour la Hollande, dont il a déploré la condition, quelque compensation dans un accroissement de territoire vers la Meuse.

Milord Malmesbury, de son côté, après avoir tantôt combattu, tantôt dédaigné ces différentes propositions, n'a pas laissé que de vouloir faire quelques avantages à la France ; d'abord en faisant entendre *que si on convenait sur tous les autres points, il ne serait pas impossible que quelque accroissement de territoire pût être accordé sur les frontières d'Allemagne ; ce qui, en addition au Duché de Savoie, de Nice, & d'Avignon, serait pour les Français une grande augmentation de puissance.*

Secondement, il n'a pas voulu dissimuler que la restitution de la Belgique à l'Empereur, était moins l'objet principal de l'Angleterre, que la renonciation de cette possession de la part de la France ; ou du moins, lorsque M. de la Croix lui a demandé si le projet présenté n'était pas susceptible de modification, il n'a pas craint de répliquer, que si la France, dans un *contre-projet*, indiquait quelque modification convenable, (*pourvu toutefois que la Belgique ne demeurât pas à la France, ou ne fût pas dans le cas de tomber de nouveau dans ses mains,*) une telle proposition pourrait certainement être prise en considération : d'où il résulte évidemment, que c'est la renonciation de la France à la possession



de la Belgique, & non pas son retour à l'Empereur, qui a été pour l'Angleterre la condition *sine qua non*.

Je passerai sous silence, comme peu important, quelques aveux ou quelques contradictions de la part de M. de la Croix, dont Milord Malmesbury paraît avoir tiré avantage : je passe à l'Article Cinq de ses propositions où le Directoire a vu une stipulation en faveur des émigrés. Ce que je dois remarquer d'abord, c'est que cet article n'a été en aucune manière l'objet de conférences. Il serait bien extraordinaire, si l'interprétation qu'on en donne est juste, que le sens en eût échappé à M. de la Croix ; si, au contraire, cet article est purement applicable aux possessions abandonnées réciproquement par les deux Puissances, ou aux sequestres mis en France & en Angleterre sur les possessions appartenant aux individus des deux nations, il est extraordinaire que tout Paris & le Directoire lui-même aient voulu en faire honneur à la générosité du Cabinet Britannique. Nous aimons à croire, que le Lord Malmesbury, tout en s'enveloppant de formules vagues, & en apparence insignifiantes, a cherché, par cet article, à se préparer dans le cours de la négociation des moyens d'introduire les intérêts des émigrés. Quoique rien n'autorise positivement cette pensée dans le texte, un trait semblable convient à la dignité de la puissance Anglaise, à la grandeur de sa politique. Et cela seul suffit pour la rendre vraisemblable.

---

#### DE LA CONDUITE DU DIRECTOIRE ENVERS LE LORD MALMESBURY.

LE Directoire s'est conduit envers le Lord Malmesbury d'une manière si dure & si sauvage, que bien des personnes en concluent qu'il n'a pas voulu sincèrement la paix.

Il est possible que le Directoire, par des considérations tirées de sa position, de l'état de la France, de ce qu'il prévoit de l'avenir, ou de ce qu'il en espère, veuille perpétuer en France la confusion & le cahos, qu'il veuille la paix avec l'Empereur & point avec l'Angleterre, ou qu'il ne la veuille même avec personne ; mais nous prévenons cependant que toute espèce de conclusion tirée de l'âpreté ou de la rudesse de ses formes contre telle ou telle de ses vues, pourrait n'être pas juste.

Par exemple, on ne peut douter qu'il ne voulût à une certaine époque la paix avec l'Empereur & l'Empire. Eh bien, qu'on demande au respectable négociateur qui a été chargé de cette mission, de quelle manière le Directoire a traité sur ce point. Ce serait une chose au sur plus assez curieuse de raconter au public la manière dont ces cinq personnages vivent entre eux. On pourrait expliquer après cela celle dont ils traitent tout ce qui les approche, ce qu'ont à en souffrir leurs ministres, leurs généraux, leurs ambassadeurs, tout ce qui a rapport à eux. Ce qu'ils ont écrit à Barthelemy dans le cours des deux années passées, à ce qu'on prétend, est inconcevable. Il a failli succomber à la peine. Pichegru, plus prudent, s'est retiré. Cela ne paraîtra point étonnant, si on veut faire attention à l'espèce d'existence qu'ont eu tous ces hommes avant la révolution. On cite dans les derniers Papiers de France, comme un trait mémorable, ces paroles de Hardy : *Quand nous arrivâmes à la Convention, nous étions tous étrangers aux choses & aux individus.* Si l'on veut en faire application aux Cinq Membres du Directoire, on pourra comprendre comment des hommes portés tout-à-coup d'une vie obscure au faite du pouvoir, ont dû contracter de rudesse.



Leur conduite envers l'Angleterre est la même que celle qu'ils ont eue envers Genève, envers le Grand Duc de Toscane, envers le Roi de Sardaigne, envers la Suède, envers le Dannemarc, envers l'Amérique Septentrionale. Encore un peu de tems, & on entendra parler de Pérignon en Espagne. C'est avec bien de la peine qu'on a pu obtenir d'eux quelques ménagemens en Prusse. On comprend comment ces gens-là n'ont jamais aucun égard ; ils n'ont l'opinion d'aucun besoin ni d'aucun danger.

---

RÉFLEXIONS DE QUELQUES PAPIERS DE FRANCE,  
SUR LE RENVOI DU LORD MALMESBURY.

PARIS, 30 FRIMAIRE.

ON assure que le Directoire a répondu à la dernière note du Lord Malmesbury, d'une manière si pressante, que ce Lord s'est vu forcé de donner son *ultimatum*. Il a demandé la restitution de toutes les conquêtes de la France, & que l'Angleterre puisse garder le Cap de Bonne Espérance & l'île de Ceylan. Une pareille proposition a été accueillie comme elle le méritait. Les négociations sont rompues, & M. Malmesbury a ordre de quitter le territoire de la république.

Autant nous nous sommes élevés avec force contre le ton rogue & la grossière insolence des premières notes diplomatiques du Ministère Français, autant nous applaudissons à la sage fermeté du Directoire dans les circonstances actuelles. Il est maintenant bien évident que l'Angleterre n'a jamais voulu sérieusement la paix, & il est important que tous les Français se pénétrent de cette vérité.

Hé, quoi ! lorsque les trois grandes Puissances continentales ont aggrandi leur territoire, augmenté leur population & leurs richesses ; lorsque l'Angleterre déjà si puissante & si riche, veut encore ajouter à ses immenses & productives possessions dans les deux Indes, le Cap de Bonne Espérance, & l'île de Ceylan, on a l'audace de

venir proposer aux Français, au peuple vainqueur, de céder toutes ses conquêtes, & de flétrir ses lauriers en rentrant honteusement dans ses anciennes limites.

Qu'est donc devenu ce système de compensations que vous proposiez ? *Tout pour vous, & rien pour nous.* Mais ce partage est celui du lion ; & qui de vous ou de nous a, par son courage, acquis le droit de tenir un pareil langage ? Que diriez-vous de plus si nos armées, battues de toutes parts, dispersées, anéanties, exposaient nos frontières, & laissaient nos places fortes à découvert ? Mais ignorez-vous donc que nous sommes encore maîtres d'une grande partie de l'Italie, de toute la Belgique, & de presque tous les Electorats Ecclésiastiques ; qu'avant de bombarder nos villes, vos soldats seront forcés à réduire en cendres leur propre pays ; & lorsque, pour épargner le sang des hommes, nous consentons à rendre une partie de nos conquêtes, vous, sans renoncer à celles que la trahison vous a vendues, vous nous sommez de rendre toutes les nôtres ! Ainsi donc le sang va continuer à couler ; & puisque vous vous refusez aux voies amicales de la justice, puisque vous fermez vos cœurs aux cris de l'humanité, le glaive prononcera entre vous & nous.

Nous ne nous laisserons pas avilir par ces fiers insulaires ; nous saurons les retrouver de nouveau dans les plaines de Honskoot. Nous avons promis aux habitans du Mont-Terrible, du Mont-Blanc, de Vaucluse, & du comté de Nice, que nous leur resterions à jamais fidèles, qu'ils ne seraient qu'un seul & même peuple avec nous : nous leur tiendrons parole. *Videant magistratus ne quid detrimenti respublica capiat.*—L'ECLAIR.

Nous prévenons, que parmi les Papiers de France, celui-ci est un de ceux qu'on a coutume de regarder comme *Chouans*, c'est-à-dire un des plus modérés.

DE PARIS, LE 23 DECEMBRE.

Le départ du Lord Malmesbury n'a presque point fait de sensation. En voici, je crois, la raison.

Tous les ambitieux & les fripons qui desirent la guerre ont vu avec plaisir la rupture des négociations ; mais ils ont caché leur joie.



Tous les hommes instruits, qui voient moins la paix dans la volonté des gouvernans que dans la force des circonstances, ont compté ce départ comme un accident indifférent en lui-même.

Si M. Pitt n'a vu, dans l'envoi d'un ambassadeur, qu'un moyen de nationaliser la guerre en Anglererre, il faut avouer qu'il a mal rempli son but.

S'il a voulu, par ce moyen, avoir une idée juste de la situation de la France, il s'est encore trompé. L'homme d'état le plus habile ne peut prendre aucune idée fixe d'un pays dont les extravagances sont incalculables, & presque toujours couronnés par le succès.

D'ailleurs il est une vérité qu'il faut proclamer à la gloire de l'immense majorité des Français ; c'est que dans les événemens majeurs, indépendamment de la diversité de leurs opinions sur les hommes qui les gouvernent, ils sont toujours prêts à se réunir au gouvernement.

La Coalition, en trompant les Royalistes, les a mis dans la nécessité de chercher un appui contre les projets de la Coalition ; & quelques reproches que nous ayons à faire aux hommes que le hasard a placés à notre tête, jamais on ne verra de nouveau des villes & des ports de France se jeter dans les bras des ennemis.

Aussi, divisés dans l'intérieur, mais réunis contre l'étranger, c'est toujours la nation entière qu'il faut attaquer, vaincre & soumettre ; si l'Angleterre & l'Autriche sont persuadées de l'impossibilité de soumettre la France (ce qui ne laisse pas l'ombre d'un doute), elles feront la paix, le Lord Malmesbury absent ou présent.—*Gazette Française.*

Ces derniers papiers sont d'un ton plus raisonné. Si on peut en juger par une scène qui s'est passée au Conseil des Cinq Cents, les esprits réputés les plus sages sont bien loin sur ce point de la ligne qu'ils avaient jusqu'alors adoptée. Il était question d'accorder à la Hollande, d'après un message du Directoire, la permission de tirer des bois de la Belgique. Bourdon réclamait l'ordre du jour.

“ Si nous étions en temps de paix, dit Dumolard, j'appuyerais la motion de Bourdon ; mais au moment où le  
 “ Gouvernement se prépare à soutenir avec force, avec

“ constance, une juste guerre contre le plus cruel de nos  
 “ ennemis, contre le lâche & perfide Anglais, qui abuse du  
 “ droit sacré des nations & de la bonne-foi publique pour  
 “ prolonger le carnage, il faut, citoyens, donner à ce gou-  
 “ vernement tous les moyens de faire triompher en masse  
 “ la république. (Oui, oui, dit-on.) Il faut continuer vi-  
 “ goureusement la guerre ; il faut mettre la France en état  
 “ de donner la paix à l’Europe, au lieu de l’implorer lâche-  
 “ ment.” (Bravo, dit-on.)—*Gazette Française.*

PARIS, LE 5 DECEMBRE.

Des préventions contre le Lord Malmesbury semblent avoir décidé le Directoire à signer l’ordre de son départ ; mais des préventions ne suffisent pas, parce qu’elles ne sont rien en politique ; quand on y cède, il faut encore essayer de mettre le bon droit de son côté ; c’est ce que le Directoire n’a pas jugé à propos de faire.

Sans céder nous-mêmes à aucune prévention, & ne jugeant que sur les pièces livrées au public, nous dirons :

1°. Que c’était vouloir rompre toutes négociations, que d’exiger de l’Ambassadeur Anglais son *ultimatum* en vingt-quatre heures.

2°. Qu’au mémoire dans lequel le Lord Malmesbury établissait les prétentions *exagérées* de l’Angleterre, il ne suffisait pas de répondre vaguement que le Directoire n’écouterait aucunes propositions contraires à la Constitution, aux lois & aux traités qui lient la république. Il eût été plus grand & plus loyal de donner un mémoire des prétentions *raisonnables* de la République Française.

Alors, même en congédiant l’Ambassadeur Anglais, il aurait emporté avec lui un mémoire sur lequel le Cabinet de Saint James eût pu délibérer. L’envoi réciproque des couriers s’établissait. Quel être raisonnable supposera maintenant que l’Angleterre puisse faire de nouvelles démarches ? Quel Anglais ne désavouerait pas son gouvernement, s’il s’abaissait à renouveler ses propositions jusqu’au moment où la France n’aurait plus qu’à dire : *Cela nous convient ?* L’honneur national existe par-tout ; le choquer, c’est mettre les passions tumultueuses à la place des sentimens doux & réfléchis qui naissent du malheur, de la lassitude, & qui préparent toujours la paix.



Nous avons dit que les prétentions de l'Angleterre étaient exagérées ; nous dirons plus, elles seraient extravagantes, si on pouvait les regarder comme l'*ultimatum* de son gouvernement ; mais si le Directoire ne voulait pas répondre raisonnablement, le partage de la Pologne lui fournissait une occasion avantageuse de présenter un tableau exagéré des prétentions de la France, & de prouver à la Coalition l'impossibilité de rétablir le fameux *status ante bellum*.

Cinq années de guerre ont amené dans la situation de l'Europe des changemens tels qu'aucune des grandes Puissances de cette partie du monde ne consentirait au *status ante bellum* ; il faut donc fixer de nouveau la balance politique de l'Europe ; &, comme l'Angleterre y compte, au moins pour sa part, exiger que son Ambassadeur donne, en vingt-quatre heures, un *ultimatum* que deux mois de négociations franches ne suffiraient peut-être pas pour déterminer, c'est exiger l'impossible ; & toutes les fois qu'on s'annonce pour vouloir ce qui ne peut pas être, on mérite d'être soupçonné de ne pas vouloir le possible.

Ici, il est bien nécessaire d'examiner que le système du Directoire est pour les paix séparées ; qu'il a annoncé l'intention d'isoler l'Angleterre de l'Autriche, comme il travaille maintenant à isoler l'Autriche de l'Angleterre ; tandis que le système de cette Puissance est, & doit être, pour une paix générale.

On reproche encore à l'Ambassadeur Anglais d'avoir, d'une manière obscure, annoncé l'intention de stipuler pour les émigrés.

S'il ne l'eût pas fait, on serait en droit de reprocher à l'Angleterre l'abandon de ces malheureux ; mais Quiberon & cent autres époques prouvent assez qu'en prenant ostensiblement la défense des émigrés, le Cabinet de St. James est disposé à les sacrifier. La mention obscure qu'il a faite d'eux, ne peut être regardée que comme un acte de pudeur national.

En résultat, les amis de la paix, que l'on cherche à consoler en les berçant de nouvelles espérances ; les amis de la paix, qui forment l'immense majorité de l'Europe, ne seront pas plus contents de M. Pitt que du Directoire : ils regretteront une démarche ostensible, dictée d'abord par la politique, mais dont la prudence pouvait tirer parti, & qui finit par substituer l'esprit d'orgueil national à la pitié qu'inspirait une si longue effusion de sang.—*Gazette Française.*

LES papiers de France nous arrivent en ce moment, jusqu'au 30. Les Jacobins & les Directoriaux, comme on doit s'y attendre, n'ont qu'un cri contre le Lord Malmesbury & ses propositions. Le *Rédacteur* continue ses manifestes contre l'Angleterre, sous la dictée de M. de la Garde, secrétaire du Directoire. Nous sommes bien loin de vouloir copier tout ce rabachage. Cependant il pourra paraître curieux de voir avec quelle apparence de sérieux, quel air d'habileté & d'instruction, le Directoire fait présenter à la France les ressources de l'Angleterre. L'article suivant termine une de ses notes intitulées *Politiques & moyens du Ministère Anglais* :

“ On ne manquera pas d'alléguer au Parlement d'Angle-  
 “ terre notre brusque fierté, pour jeter sur nous tout le  
 “ blâme, pour exciter, si on le pouvait, une *guerre d'exter-*  
 “ *mination* ; pour nationaliser, enfin, une nouvelle cam-  
 “ pagne.

“ Mais les moyens de finance de M. Pitt ne se prêteront  
 “ pas aux calculs de cette ambition barbare.

“ L'emprunt Anglais est plein de *vide*. On l'annonce  
 “ comme étant de *dix-huit millions sterling*. Ils y sont en  
 “ *signatures* : il ne peut pas s'en réaliser plus de *six*.

“ La banque payera ses *deux millions* facilement, parce  
 “ qu'il ne lui en coûtera que de l'*encre* & du *papier*, quelques  
 “ coups de presse.

“ La Compagnie des Indes acquittera les *sieus* plus lente-  
 “ ment, au moyen peut-être des prises faites aux Indes  
 “ *Hollandaises*.

“ Les petites banques d'Ecosse, le Duc de Bedford, &  
 “ les autres magnats territoriaux, ou commerçans réunis,  
 “ fourniront à grand' peine les *deux* autres.



“ Resteront *douze millions* qui ne seront jmais payés.  
 “ Et ce n'était pas l'espérance de M. Pitt qu'ils le fussent  
 “ jamais ; c'était encore moins l'intention des souscripteurs,  
 “ qui n'ont jamais fait que prêter leur nom pour effrayer la  
 “ France.

“ Cet admirable emprunt ne vaut donc véritablement  
 “ que *six millions sterling*, environ *cent quarante millions* de  
 “ France, pour toutes les dépenses de la guerre Britan-  
 “ nique & Autrichienne, pour les hostilités & les sub-  
 “ sides.” REDACTEUR.

Les Journaux Jacobins, unis cette fois aux Journaux Directoriaux, répètent toutes ces inepties. Les uns & les autres persistent à publier que le Lord Malmesbury a demandé en termes précis *la reddition de la Savoye, du Comtat Venaissin, de Porentrui, & du Comté de Nice*. Ils présentent ces propositions comme l'*ultimatum* du négociateur Anglais.

Après cela, l'on fait entendre, que quoique le Directoire ait signifié à *Son Excellence d'aller voir les Français à Louvre, & dire adieu à ses Anglais à Paris*, cette retraite même n'éloigne pas tout danger ; depuis qu'on sait que *Sa Grace a laissé ses bureaux montés, ses généraux, ses aides-de-camps, son payeur, & principalement tous ses plans de mouvemens contre-révolutionnaires, royaux, anarchiques, miparties, &c. rangés comme sur un échiquier*. SENTINELLE.

Un autre nous confirme que *l'espion royal est parti, mais que sa caisse est restée*, & que certaines personnes y pourront puiser, selon les services qu'ils rendront aux alliés. AMI DES LOIS.

Parmi les journaux modérés, plusieurs sont revenus à des idées sensées : mais nous sommes fâchés de dire qu'il règne encore chez un grand nombre beaucoup de raison. Les uns

soutiennent, comme le *Républicain*, que la France, réduite maintenant aux limites qu'elle eut à l'époque de la monarchie, tomberait dans peu en dissolution ; qu'il lui faut un changement *dans sa circonscription politique pour la conserver*. Il accuse le Cabinet Anglais & abuse le Directoire ; Dupont de Némours accuse l'un & l'autre. La *Quotidienne* nous donne ses rêves :

## MES REVES.

“ Je me suis endormi cette nuit, en lisant l'*Enéide* ; &  
 “ mes songes, se fondant doucement avec les idées de Vir-  
 “ gile, j'ai cru voir un Dieu allant conjurer Eole de lâcher  
 “ tous les vents contre la flotte d'Enée : la Liberté & la  
 “ Paix étaient sur un vaisseau ; les tempêtes l'ont brisé,  
 “ & les deux divinités tutélaires se sont abîmées dans les  
 “ flots. Cette perspective m'a beaucoup effrayé ; &, en  
 “ me réveillant, j'ai demandé alors le *Rédacteur*, pour  
 “ savoir si mon rêve n'était pas déjà dans ce Journal, au  
 “ nombre des articles officiels. Je rêvai aussi que Lord  
 “ Malmesbury, au lieu de prendre la route de Calais,  
 “ avait pris la route de Brest, pour se mettre en possession  
 “ de notre flotte : dans un temps où tout le monde rêve,  
 “ je pense bien que beaucoup de personnes ont rêvé la  
 “ même chose. Au lieu de demander la paix aux Puis-  
 “ sances, pourquoi aussi va-t-on la demander aux vents &  
 “ aux tempêtes ?

“ Je rêvais aussi que . . . . . Je rêvais . . . . .  
 “ Jamais on ne rêva tant qu'aujourd'hui. Le Directoire  
 “ rêvait lorsqu'il a ordonné l'expédition de Brest ; il rêvait  
 “ lorsqu'il a renvoyé le lord Malmesbury. La France rêvait,  
 “ lorsqu'elle espérait une paix prochaine. Tout le monde  
 “ rêve ; je crains bien qu'on ne se réveille que dans les  
 “ tombeaux.” QUOTIDIENNE.

Un des meilleurs écrivains, le censeur des journaux, nous représente les opinions comme très-partagées. “ Les uns



“ y trouvent dans la réponse de notre Ministre la fierté qui  
 “ convient à l'organe public d'une grande nation offensée ;  
 “ les autres pensent y voir l'insolence d'un parvenu qui,  
 “ ne connaissant ni l'avantage de sa position, ni les usages  
 “ de la société, a confondu la dureté avec la hauteur & pris  
 “ le ton de la colère pour celui de la dignité. Mais *tous*  
 “ *les bons esprits* se réunissent à dire que la démarche de  
 “ l'Angleterre n'était qu'un piège tendu à notre bonne foi.”

CENSEUR.

Bien éloigné aujourd'hui de ce sentiment, l'estimable  
 auteur de l'Eclair, dont on a vu la sortie violente ci-dessus,  
 a reconnu avec une noble franchise qu'il avait été trompé.  
 Accusant à son tour le Gouvernement Français, “ Quel traité,  
 “ dit-il, eût jamais été conclu par de si fougueux négocia-  
 “ teurs ? Quelle inexpérience des formes diplomatiques !  
 “ Quelle ignorance de l'histoire de tous les Congrès connus !  
 “ Qui croirait, en lisant d'abord l'ordre de départ intimé à  
 “ l'Ambassadeur Anglais, que c'est sur sa dernière note qu'un  
 “ pareil ordre a été motivé ? Où voit-on dans cette note &  
 “ dans les explications qui l'ont suivie, qu'elle renfermait un  
 “ *ultimatum* ? J'y vois au contraire la demande pressante &  
 “ formelle d'un *contre-projet du Directoire* ; & la réponse à  
 “ cette demande est l'injonction de quitter la France !

“ De quel courage, ou plutôt de quel audace, ne faut-il pas  
 “ être doué pour s'avancer ainsi au-devant de l'avenir & des  
 “ maux dont il menace, en provoquant inutilement la conti-  
 “ nuation de la guerre, & en bravant l'opinion générale ?  
 “ audace trop digne sans doute de celui qui avait voulu com-  
 “ mencer la négociation, en chassant l'Ambassadeur Anglais,  
 “ & qui l'a continuée en terminant ses notes officielles par des  
 “ épigrammes d'antichambre !” ECLAIR.

Dans les grands événemens on demande ordinairement  
 ce que disent les papiers de Paris. Nous avons cru devoir  
 une réponse à cette question.

## ÉTAT DE LA FRANCE

RELATIVEMENT A LA

## SURETÉ PUBLIQUE.

DEPUIS un mois, les Papiers de France sont remplis de relations de vols & d'assassinats. L'espèce des voleurs, leur organisation, les ruses qu'ils emploient, les moyens dont on se sert pour les réprimer, l'impression qu'ils produisent, le mouvement général qu'ils occasionnent, les efforts qu'on fait pour démentir les bruits qui se répandent, les aveux qu'on est forcé de faire ensuite pour motiver les mesures qu'on propose, un mélange d'effroi & de gaieté, d'insouciance & d'énergie, en un mot, cet état de crise d'une partie du corps social qui tend à se dissoudre, & de l'autre qui veut se conserver : tel est le tableau extraordinaire que présente en ce moment le nouveau fléau qui déssole la France, je ne dis pas dans quelques parties, mais dans toute son étendue.

Je ne m'arrêterai pas à répéter à cet égard tout ce qui s'est débité dans les Journaux.

“ On ne peut disconvenir que deux ou trois des Feuilles  
 “ qui paraissent, n'aient semblé prendre à tâche de fabri-  
 “ quer une foule de récits exagérés ; on en a remarqué un  
 “ entr'autres, qui régulièrement, chaque jour, tuait, d'un  
 “ trait de plume, dans l'intérieur de Paris, seulement  
 “ trente personnes, en noyait cinquante, en volait une  
 “ centaine. A l'aide de ces productions d'un genre  
 “ d'imagination tout nouveau, ces Feuilles étaient deve-  
 “ nues des espèces de *Registres Mortuaires*, contre lesquels,  
 “ heureusement, ceux qu'ils tuaient si libéralement étaient  
 “ à même de réclamer. Le Directoire a autorisé avec  
 “ juste raison le Rédacteur à contredire *authentiquement*  
 “ ces récits.” RÉDACTEUR.



Maïs quelque exagération qu'on ait d'abord pu leur attribuer, les faits se sont tellement multipliés, le mal s'est tellement aggravé, qu'il n'a plus été possible aux membres du Conseil des Anciens, à ceux du Conseil des Cinq Cents, au Directoire lui-même, d'en dissimuler l'étendue.

Nous allons citer à ce sujet quelques pièces importantes.

---

FAITS AVANCÉS PAR M. DUPONT DE NEMOURS.

“ ON n'a voulu envoyer les brigands ni en Angleterre  
 “ ni en Turquie ; on les a malheureusement lâchés sur la  
 “ République.

“ Depuis quelque temps, la plupart des hommes con-  
 “ damnés aux fers se sont évadés ou des prisons, ou en  
 “ route ; & en dernier lieu, presque tout le baigne  
 “ de Brest a quitté la chaîne. Le Ministre de la Police  
 “ Générale s'est plaint de ce dernier fait au Ministre de la  
 “ Marine, qui a répondu, que les gardiens n'étant pas payés,  
 “ il étoit difficile de les rendre exacts ; qu'il avoit voulu  
 “ faire mettre les galériens à bord des vaisseaux pour les  
 “ empêcher de s'échapper, mais que le plus grand nombre  
 “ étoit parvenu à gagner la terre. Ces brigands infestent  
 “ les routes, s'y incorporent avec les débris de l'armée de  
 “ Babœuf, dont l'échec de Grenelle n'a frappé qu'une  
 “ très-faible partie, & qui conserve ses généraux, ses  
 “ commandans de bataillons, ses capitaines, ses sous-  
 “ officiers.

“ *Le Surques* que nous avons plaint, étoit un des prin-  
 “ cipaux. Il a été dénoncé par deux de ses complices  
 “ exécutés à Bordeaux. C'est la correspondance entre  
 “ l'Etat Major de cette armée de scélérats qui rend les  
 “ ci-devant Membres des Comités Révolutionnaires si  
 “ promptement & si parfaitement avertis dans toute  
 “ l'étendue de la République des moindres tentatives, qui  
 “ doivent se faire à Paris contre le Directoire & les Con-  
 “ seils, & qui tient les Terroristes des Départemens  
 “ alertes, & prêts à frapper aussitôt qu'ils recevront de  
 “ Paris ce qu'ils appellent *de bonnes nouvelles*.

“ Un corps d'élite parmi ces méchans s'est réuni à

“ Paris, & y forme une compagnie de cent hommes liés  
 “ ensemble par des sermens affreux pour assassiner indi-  
 “ viduellement le Directeur *Carnot*, les Ministres *Cochon*,  
 “ *Petiet*, & *Bénézech*, & en attendant mieux quatre-vingts  
 “ Membres du Corps Législatif, dont soixante choisis  
 “ dans le nouveau Tiers, & vingt de ceux qui se sont  
 “ montrés les plus courageux, & des plus honnêtes dans  
 “ la Convention Nationale. Ils espèrent que cette exé-  
 “ cution suffira pour intimider le reste, & asservir de nou-  
 “ veau la République ; sinon, ils iront plus loin ; car ils  
 “ veulent, à tout prix, ou empêcher, ou dicter les nou-  
 “ velles Elections, & rétablir le Gouvernement Révolu-  
 “ tionnaire pur, ou le couvrir d’un léger manteau de Gou-  
 “ vernement Constitutionnel. Ils commencent à se flatter  
 “ que la loi du 14 Frimaire, qui leur a d’abord fait tant  
 “ de peines, leur deviendra utile, en leur ramenant à  
 “ Paris un puissant renfort de leurs confrères amnistiés ;  
 “ & , si l’on frappe Paris, disent-ils, on vaincra la France.  
 “ Voilà le vrai. Comme le Gouvernement, instruit de  
 “ leurs projets, n’ignore pas que l’unique obstacle efficace  
 “ qu’on y puisse opposer, que le seul moyen d’arrêter le  
 “ cours des vols & des assassinats, de paralyser les entre-  
 “ prises contre-révolutionnaires, est la réorganisation & le  
 “ réarmement de la Garde Nationale ; mais il est malheu-  
 “ reusement encore vrai que le Gouvernement, malgré  
 “ cela, répugne beaucoup à cette opération si nécessaire,  
 “ si pressante, sans laquelle on ne peut répondre ni de sa  
 “ sûreté, ni de celle du Corps Législatif, ni de celle d’au-  
 “ cun Français.”—HISTORIEN.

---

FAITS AVANCÉS PAR RIOU AU CONSEIL DES  
CINQ CENTS.

“ IL est douloureux de le dire, mais il est vrai, le bri-  
 “ gandage & le vol se multiplient de la manière la plus  
 “ effrayante, même au sein des cités les plus populeuses.  
 “ Depuis quelque tems, Paris est devenu un vrai coupe-  
 “ gorge, & chaque matin on se demande avec effroi si  
 “ quelque nouveau crime a été commis pendant la nuit.  
 “ En dix jours des assassinats ont été commis dans les  
 “ rues du Mont Blanc, de St. George, de Grammont, des  
 Prouvaires,



“ Prouvaires. Des boutiques ont été enfoncées rues Aubry  
 “ & Honoré, des appartemens dévalisés, & des citoyens  
 “ dépouillés. Je ne finirais pas, si je voulais vous pro-  
 “ duire ici la triste nomenclature des crimes commis dans  
 “ cette ville. Ils attestent l’insuffisance de la police. Ils  
 “ prouvent que la police actuelle n’a pas les moyens qui  
 “ lui seraient nécessaires dans une ville telle que Paris.”

Ces faits ont été confirmés par beaucoup de Membres, &  
 n’ont été contredits par personne.—MONITEUR.

---

FAITS AVANCÉS PAR LE DÉPARTEMENT DE LA  
 SEINE ET PAR CELUI DE LA MARNE.

“ DES colonies de brigands cernent la plupart des  
 “ grandes communes. Les combats qu’ils livrent aux  
 “ voyageurs, l’audace avec laquelle ils arrêtent les cou-  
 “ riers, laissent craindre qu’ils ne se bornent point à de  
 “ légères escarmouches, & que ralliés bientôt sous les  
 “ étendards de la terreur, ils ne portent l’alarme & la  
 “ mort jusques dans nos cités.”—REDACTEUR.

---

FAITS AVANCÉS PAR LE DIRECTOIRE.

“ DES voleurs signalés sous le nom de *Chasseurs\**, se  
 “ répandent dans plusieurs Départemens, & désolent les  
 “ villes & les campagnes. Ce ne sont pas des malfai-  
 “ teurs isolés que l’instinct du crime, la soif du pillage  
 “ arment contre le citoyen paisible ; ce sont des brigands  
 “ réunis par bandes, organisés sous des chefs, marchant  
 “ d’après des instructions, formant enfin au milieu de la  
 “ société une sorte de confédération armée pour la dé-  
 “ truire dans ses élémens. Tantôt ils pénètrent dans les  
 “ maisons particulières, s’emparent de ceux qui les habi-  
 “ tent, & commettent sur leurs personnes toutes les vio-

---

\* Nom qui leur a été donné parce qu’ils font rôti les piés des  
 malheureux propriétaires qu’ils surprennent dans leurs maisons,  
 jusqu’à ce que ceux-ci aient voulu leur découvrir leur argent. En  
 quelques endroits, comme en Normandie, on les appelle Réveilleurs.

“ lences que peut inventer la férocité la plus raffinée, pour  
 “ les forcer à livrer ce qu’ils ont de plus précieux ; tantôt  
 “ ils se portent sur les routes, attaquent les voitures pu-  
 “ bliques & les couriers, les dévalisent, & présentent aux  
 “ voyageurs des scènes d’horreur qui leur font redouter  
 “ les communications les moins éloignées. Nous ne pou-  
 “ vons nous dissimuler que ces désastres n’ont pas le ca-  
 “ ractère d’un brigandage ordinaire.”—REDACTEUR.

Les relations particulières concourent à confirmer ces faits.

“ S’il faut en croire un journaliste, un prisonnier vient  
 “ de révéler le secret de l’organisation des bandes de bri-  
 “ gands. Elles ont quatre divisions, dont chacune a sa  
 “ dénomination particulière. La première s’appelle *Les*  
 “ *Grands Trimars*, c’est-à-dire, les voleurs dans les places  
 “ publiques, dans les spectacles, qui déménagent les ap-  
 “ partemens, & dont les sous-chefs ont le contrôle sur  
 “ l’épaule. Ce mot de grand *trimar* signifie la Grève.

“ La seconde s’appelle *La Détourne* ; ce sont les voleurs  
 “ de boutiques & de magasins.

“ La troisième s’appelle *Les Arcatiens* : ce sont ceux  
 “ qui font de faux papier-monnaie, de fausses lettres de  
 “ change, qui falsifient les écritures, contrefont les signa-  
 “ tures, & , sous le nom supposé d’un parent ou d’un ami,  
 “ vont faire des emprunts de cette nature, après quoi l’em-  
 “ prunteur disparaît.

“ La quatrième s’appelle *Les Faucheurs*, c’est à-dire les  
 “ Assassins. Leurs chefs sont certains Fonctionnaires pu-  
 “ blics, & leurs sous-chefs des Mouchards. Ils ont pour  
 “ eux plusieurs défenseurs officieux de nouvelle création.”

Je ne puis dire jusqu’à quel point on doit avoir con-  
 fiance dans ces détails : ce qu’il y a de sûr, c’est que ce fléau  
 n’afflige pas seulement la capitale ; il est répandu dans  
 toute la France.

Dans certains Départemens, on rencontre les voleurs par  
 bandes de quarante & de cinquante. Dans le Département  
 d’Eure & Loire, on en a arrêté jusqu’à cent trente. Ici on  
 écrit, que peu de nuits se passent où ils ne fassent le siège  
 de quelques châteaux, fermes, & autres maisons opulentes ;  
 là ils se montrent & attaquent en plein jour. Dans cer-



tains endroits ils font rôti les piés aux malheureux propriétaires. Ailleurs, ils se contentent de les enfermer dans des caves. Une note de l'Administration des Postes a fait savoir au public, qu'il y avait eu, dans un court espace de temps, 23 couriers d'arrêtés. La Commission du Conseil des Cinq Cents nous a appris de son côté, qu'il y avait des voleurs en quelque sorte enrégimentés, campés & stationnés dans les bois. Enfin, les pétitions sont arrivées de toutes parts. Les Administrations de Département de la Seine, de la Marne, & de plusieurs endroits, ont fait un appel à tous les citoyens pour une défense commune.—  
MONITEUR.

Il n'en fallait pas tant, comme on peut le croire, pour répandre l'alarme. Par-tout on a fait des histoires de voleurs, comme autrefois on faisait des contes de Barbe Bleue, du Petit Poussé, & du Grand Loup Verd. Un écrivain remarque que la France est redevenue comme au treizième siècle, où l'imagination épouvantée des désordres de nos guerres civiles, inventa des histoires de Géans, d'Ogres, & de Revenans.

Au milieu de la consternation générale, ce qui paraîtra peut-être extraordinaire, c'est que la gaieté Française ne paraît pas en avoir été altérée. Les deux pièces que nous allons citer, prouveront jusqu'à quel point elle sait s'emparer des sujets les plus tristes.

---

---

## NOUVEAU PROJET DE CARAVANE.

AU CENSEUR.

“ CITOYEN,

“ JE dois aller octidi prochain Fauxbourg St. Honoré :  
 “ on dîne tard ; il me faudra revenir tard. J'avoue que  
 “ je tomberais du haut mal, si je rencontrais un homme  
 “ bien vêtu, ayant habit carré, cadénettes, &c. Le bu-  
 “ reau central nous a prévenus que c'était-là le coutume

“ des voleurs & assassins. J'imagine donc, Citoyen Cen-  
 “ seur, un projet dont l'exécution contribuera à tranquil-  
 “ liser les citoyens sur les attaques de nuit. C'est d'aller  
 “ dîner en ville par Caravane. Si cette idée prend dans  
 “ le public, je connais au Palais Royal un honnête mar-  
 “ chand qui est sur le point de quitter, le commerce n'al-  
 “ lant plus, & qui tiendra le bureau d'adresse des dîneurs  
 “ en ville. Avant de m'occuper des détails du projet, je  
 “ vous demande votre avis sur le fond.”—CENSEUR.

---

### NOUVEAU PROJET DE JOURNAL.

AVIS, ANNONCES, PROSPECTUS.

“ LES citoyens Massàcranti, Banditti & Compagnie,  
 “ ont l'honneur de prévenir le public qu'ils feront pa-  
 “ raître incessamment le Journal tachygraphe des vols,  
 “ meurtres, assassinats, incendies, qui se commettent à  
 “ Paris & dans toute la République. Il paraîtra tous  
 “ les jours deux Numéros de ce Journal; un le matin,  
 “ & un le soir. Le format sera le même que celui du  
 “ Moniteur. De plus, on donnera un Supplément  
 “ tous les deux jours. Le caractère fera rouge, pour  
 “ être assorti à la matière, & réjouir les yeux des  
 “ amateurs. On y donnera des articles officiels, tels  
 “ que l'assassinat de M. de Cussy, l'affaire de M<sup>lle</sup>  
 “ d'Espagne, & d'Abolin, & autres accessoirs. L'ar-  
 “ ticle de Littérature sera rédigé par J. M. Chénier, &  
 “ comprendra tous les vers que nos auteurs modernes  
 “ volent au siècle de Louis XIV. On y annoncera les effets  
 “ perdus on trouvés dans les poches, les secrétaires,  
 “ armoires & appartemens. Cette partie sera surveillée  
 “ par M. Méhée. On y trouvera aussi le cours des effets  
 “ volés, le cours de consciences de certains agens ou em-  
 “ ployés du Gouvernement, le cours des radiations défi-  
 “ nitives, l'annonce des maisons de jeu & de plaisir les  
 “ mieux accréditées. Les hommes industrieux qui depuis  
 “ la suppression des universités se mêlent de l'éducation de  
 “ la jeunesse pourront y indiquer leur adresse. L'arti-  
 “ cle *Phénomènes de la Nature* contiendra les restitutions  
 “ & le nom des restituteurs.



“ A l'article *Spectacles* on donnera le nom de ceux qui  
 “ seront guillotins, envoyés aux galères, & qui auront  
 “ représenté sur le tabouret de la Grève. Les débuts  
 “ seront annoncés très-exactement.

“ Les entrepreneurs viennent d'ouvrir des correspon-  
 “ dances avec les nouvelles Républiques de Hollande, Cis-  
 “ padane & Transpadane. Ils espèrent avoir incessamment  
 “ une forte cargaison de vols & meurtres les plus assortis,  
 “ qu'ils auront soin d'insérer dans leurs feuilles à l'article  
 “ *Nouvelles étrangères*.

“ Les Jacobins & les amnistiés leur ont promis d'abon-  
 “ dans matériaux. Le Journal sera des plus variés.

“ On a tout lieu d'espérer que ce nouveau Journal enter-  
 “ rera incessamment la Sentinelle, le Journal des Hommes  
 “ libres, le Batave, & l'Ami des Lois. On s'abonne à  
 “ Paris, au bureau général, rue de la Mortellerie,  
 “ près la Grève, vis-à-vis une lanterne.”—QUOTIDI-  
 ENNE.

Quelque ingénieuses que soient ces plaisanteries, elles ramènent à un mouvement de tristesse ; on revient à se demander quels sont ces voleurs, à quel parti, à quelle faction ils peuvent appartenir, quelles mesures on propose pour les réprimer, enfin quels sont les moyens avec lesquels on pense rétablir en France la sûreté & la tranquillité ? Toutes ces questions sont certainement importantes ; elles occupent en ce moment tous les esprits ; elles ont déjà donné lieu à de grands débats dans le Corps Législatif, & parmi les écrivains. Nous en parlerons dans le Numéro prochain ; aujourd'hui nous nous contenterons de suivre les voleurs dans les prisons, d'observer leur caractère & leurs mœurs.

On ne peut s'imaginer avec quelle facilité ils parviennent ou à s'en évader, ou à éluder les peines auxquelles ils sont condamnés. Avec l'effroi qu'inspirent les voleurs quand ils sont en liberté, on ne peut comprendre l'indifférence & le peu de précaution qu'on met à les garder.

“ J’ai été à portée, dit un Journaliste, d’étudier  
 “ dans nos prisons, les abus de notre Code pénal.  
 “ La plupart des voleurs font de très-grandes dépenses ;  
 “ ils ont de très-jolies femmes ; ils sont généreux ; leurs  
 “ maîtresses sont indulgentes ; les Jurés sont faibles : voilà  
 “ de plaisans moyens d’échapper à la Justice, sur-tout  
 “ lorsqu’il suffit d’avoir trois boules blanches, sur douze,  
 “ pour être mis en liberté. On a arrêté, ces jours passés,  
 “ un voleur qui avait une loge à l’Opéra. Les fripons  
 “ les plus subalternes vont en voiture ; j’ai vu de petites  
 “ maîtresses couvertes de diamans, se présenter à la porte  
 “ des prisons pour y voir des voleurs connus. Une femme  
 “ venait tous les soirs en carrosse, pour visiter un prison-  
 “ nier de la Conciergerie ; heureusement qu’elle n’était  
 “ pas jolie, & le prisonnier, escroc de profession, a été  
 “ condamné à huit ans de fer.” QUOTIDIENNE.

“ Ailleurs, nous voyons que les voleurs condamnés  
 “ aux fers, ou à la réclusion, se rachètent *au moyen d’une*  
 “ *bohrse commune qu’ils font entre eux ; ceux qui ne sont pas*  
 “ *arrêtés paient pour les autres.* Ce fait, dit le Journa-  
 “ liste qui le rapporte, nous a été attesté par un Juge-  
 “ de-paix, qui en a la preuve dans les dépositions qu’il  
 “ a recueillies légalement.” AMI DES LOIX.

D’ailleurs les autorités les plus respectables s’accordent  
 à dire que presque tous les prévenus de vols & d’assassinats,  
 saisis par la Police, sont des hommes flétris par la Justice,  
 qui ont échappé à leurs conducteurs en allant aux galères,  
 ou qui, arrivés à leur destination, n’y sont restés qu’un  
 jour. Dumolard, en rendant compte de ces faits au Con-  
 seil des Cinq Cents, a pensé, “ que le peu de surveillance des  
 “ gardiens devait être attribuée à deux causes : la première,  
 “ le défaut de paiement des gardiens ; la seconde, le défaut  
 “ de loix assez sévères pour réprimer leur négligence.”  
 MONITEUR.



Tandis que certains voleurs cherchent ici à échapper à leurs gardiens, on en cite d'autres qui sollicitent avec empressement leur exposition au pilori, dans l'espérance des sommes qu'ils attendent de la pitié, ou de la charité publique. Ce sont sans doute les plus misérables, car nous voyons par une foule de récits, que ceux qui ont de la fortune, trouvent moyen de s'arranger à prix d'argent, avec des étrangers, pour les remplacer.

Ces faits ont eu une telle publicité, qu'ils ont donné lieu à une lettre du Ministre de la Justice, au Commissaire du Directoire Exécutif près le Tribunal Criminel du Département de la Seine.

“ Je vous recommande, dit ce Ministre, de donner la plus grande publicité aux diverses précautions qui précèdent ou accompagnent l'exposition des condamnés. Faites en sorte qu'ils soient pour ainsi dire sous la surveillance du Peuple ; que chaque Citoyen puisse constater, par ses yeux, l'identité de la personne qu'il a vue au Tribunal, & qu'il voit sur l'échafaud.” R E D A C T E U R.

Enfin, après avoir vu, sur le nombre des voleurs, sur leur union, leur concert, leurs ruses, leurs caractères, tant de détails extraordinaires, ce qui augmente la surprise, & peut-être l'effroi, c'est leur résolution & leur courage.

Toutes les relations qui arrivent aujourd'hui de France s'accordent à nous dire qu'on s'y joue de la vie : ce ne sont pas seulement les liens de la morale, ceux de la parenté, des affections, des relations sociales qui sont dissous, ce sont ceux mêmes qui attachent l'homme à son existence ; sans religion, sans croyance d'une autre vie, je ne sais quelle indifférence y fait aller les hommes à la mort avec toutes les apparences du courage. “ Oh ! vantez-nous encore vos lumières, vous qui avez démo-

ralisé ce Peuple, autrefois si bon, si facile, si renommé par sa douceur & par son aimable légèreté ; mais allez sur la Grève, & voyez ces quatre assassins arriver sur l'échafaud, d'un air délibéré, l'un d'eux s'écrie en mourant : *Je meurs en bon voleur, en bon Français, en bon Patriote.* L'autre, regardant ses camarades déjà gissans, décapités, dans le fatal panier, dit gaïement au bourreau : *Arrangez-les donc mieux, il n'y aura pas de place pour moi.... place pour lui !*" CENSEUR.

## V A R I É T É S.

*Mon Ultimatum sur la Rupture des Négociations.*

[ Extrait de la *Quotidienne*. ]

**L**A France se livrait à de consolantes illusions sur la paix ; une main barbare vient de détruire l'enchantement : on ne veut pas nous donner la paix ; on ne veut pas même nous permettre d'y rêver : nous ressemblons au malade à qui le médecin refuse la santé, & qu'il environne des images funèbres de la mort. Nous n'avons jamais pensé que le Gouvernement voulût sincèrement la paix ; mais nous restions persuadés qu'il paraîtrait du moins la vouloir, non-seulement par une sage politique, mais par égard pour le vœu national, & sur-tout par ménagement pour notre malheureuse situation. Il est, pour le Gouvernement comme pour les hommes, une sort de pudeur qui doit leur faire conserver les apparences du bien, lorsqu'ils cèdent aux impulsions du mal ; il



est des occasions où la feinte est non-seulement une marque de sagesse, mais une marque de déférence & de respect.

Quels seront les résultats de la conduite du Directoire ? Lord Malmesbury est renvoyé ; tous les vœux de l'Angleterre sont remplis. Il me semble déjà voir le vieux Burke s'applaudir d'avoir appelé la paix *régicide*, & d'avoir dit, dans son dernier ouvrage, que l'orgueil insultant des républicains ne manquerait pas de suppléer à sa sagesse des Anglais. Le retour de Malmesbury sera un signal de guerre pour toute la Grande Bretagne, & toutes les haines vont se réveiller au gré des ennemis les plus acharnés de la France. Lorsque le Directoire invoquait la paix, tous les amis de la paix étaient les amis du Directoire ; aujourd'hui, il met tous ses partisans du dehors & du dedans, dans l'impossibilité de justifier sa conduite, & déjà la parole expire sur les lèvres de Fox, de Shéridan, de tous les orateurs de l'Opposition, qui voulaient défendre nos loix & forcer le Ministère Britannique à la paix. Vous avez, dites-vous, épuisé tous les moyens de conciliation : on ne le croit pas en France ; comment le croira-t-on en Angleterre ?

On dit au Luxembourg que l'envoyé Anglais ne s'est point expliqué franchement ; mais on dira au palais de Saint-James que le Directoire ne s'est nullement expliqué. Y a-t-il plus de franchise dans le silence des uns que dans les explications des autres ?

On se plaint des propositions exagérées de l'Angleterre : elles étaient exorbitantes sans doute ; mais fit-on jamais des propositions modérées à l'ouverture d'une négociation ? Une Puissance qui a fait de brillantes conquêtes, & qui est la dominatrice des mers, doit-elle se montrer dans une attitude suppliante ? & ne fera-t-on jamais la paix avec les Rois, que lorsqu'on les verra, comme Persée, enchaînés au char

de Paul Emile ? De même que le bien se fait plus lentement que le mal, la paix se fait plus lentement que la guerre. Les traités de Westphalie, de Nimègue, d'Aix-la-Chapelle, de Riswick, ces monumens de la diplomatie Européenne, ne se sont pas faits en un jour. De notre temps, la paix de Sistowe a été discutée pendant plus de 18 mois, & l'année 1795 n'avait pas vu la fin de cette longue difficulté élevée entre les deux empires pour la démarcation des territoires.

A la suite d'une guerre qui a développé toutes les passions, devait-on s'attendre que la modération fût la première vertu des peuples belligérans ? & croyait-on trouver dans les ouvertures faites par une Puissance ennemie, cet esprit de médiation & de pacification qu'on ne trouve pas même dans nos loix, qui semblent repousser la paix ? Les traités sont pour les différentes aggrégations, ce qu'une constitution est pour les membres d'une même aggrégation. Depuis 6 ans que nous nous agitions dans nos tribunes au nom de la liberté & de la justice, nous ne sommes pas encore parvenus à nous entendre : nous avons violé toutes les propriétés, avant d'adopter une loi qui pût les garantir : nous avons dressé des échafauds, & fait couler des flots de sang, avant de savoir ce qu'on entend par humanité ; nous avons fait deux constitutions, avant d'en venir à celle que nous avons aujourd'hui ; & nous nous étonnons qu'un traité n'ait pas été conclu dans un jour, & que la paix ne soit pas sortie tout-à-coup du cerveau de Malmesbury, comme autrefois Minerve du cerveau de Jupiter. Nous n'avons pas même la patience des enfans, & nous croyons être des sages !

Tous ces raisonnemens me paraissent sans réplique ; il ne faut rien moins qu'un succès complet en Irlande ou en Portugal pour y répondre ; mais est-il de la sagesse d'un Gouvernement d'exposer tout un peuple aux dangers d'une entreprise incertaine ?



---

---

*Extrait d'un Journal Jacobin.*

ENCORE UN MOT SUR LE GRAND AMBASSADEUR.

. . . . Il est donc parti !  
 Que Dieu *bénisse* son voyage,  
 Ses argumens & *son parti*,  
 Sa barbe rousse & son courage.

Je sais bien que l'on va m'accuser de manquer de respect à ce *loyal* Plénipotentiaire, qui semble n'être venu que pour fournir à son maître les moyens de saigner sa nation & de museler la nôtre. Je sais qu'il n'y a aucune comparaison à faire entre son Excellence & les héros du *Poème d'Hudibran*, quoiqu'on puisse dire de l'un comme on a dit de l'autre :

En quatre il séparait un fil,  
 Disputant sans jamais se rendre :  
 Changeant de thèse tout-à-coup,  
 Toujours prêt à parler beaucoup,  
 Quand il fallait ne point s'étendre.

Je n'ignore pas enfin qu'il est de droit divin, humain & *Léonin*, que les faibles sont faits pour les forts, & les peuples créés de toute éternité, pour le bon plaisir des rois, des ministres, des comtes, des évêques, à qui Dieu *donne bonne vie & longue*. Mais enfin, tel est le dérangement de mon cerveau, que je n'ai pu m'empêcher d'applaudir à la fermeté du Directoire, lorsqu'il a prié son Excellence d'aller voir les Français à Londres, & de dire adieu à ses Anglais à Paris.

---

*Résultat d'un gros livre d'observation.*

La France est bouleversée en tout.  
 L'Allemagne veut réparer tout.  
 L'Angleterre brouille tout.  
 La Suisse s'enrichit de tout.  
 La Hollande paie tout.  
 L'Espagne espère tout.  
 La Sardaigne se console de tout,  
 Gênes & Venise craignent tout.  
 Le Pape maudit tout.  
 La Prusse rit de tout.  
 Et comme dit un prophète sur tout,  
 Si Dieu n'a pitié de tout,  
 Le Diable emportera tout.

---

L O U I S XVIII.

Armée de Condé.

*Extrait d'une lettre au Rédacteur de la Quotidienne.*

Mulheim, 15 Décembre.

C'est avec beaucoup de surprise que j'ai lu, dans votre numéro 231, l'article concernant le chef de la Maison de Bourbon & l'armée de Condé.

Permettez que je relève l'erreur dans laquelle vous avez été entraîné.

Cet infortuné descendant de tant de Rois n'est à Blankenberg que parce que Monseigneur le Duc de Brunswick l'a fortement sollicité de choisir cette ville pour le soustraire plus sûrement, dans ses états, aux assassins que les factions



Jacobites et Orléanistes dirigeaient contre lui. Non-seulement il a la liberté d'aller où bon lui semble, mais il jouit de plus, dans cet asyle, de tous les égards que peut avoir un Prince généreux pour un homme fier de ses malheurs.

Il paraît qu'on vous a dit aussi que c'était par la violence qu'il avait été arraché à l'armée de Condé ; soyez sûr, Monsieur, que la violence eût été impuissante devant dix mille Français armés et commandés par le Prince de Condé, & que le frère aîné de Louis XVI n'en est parti que d'après les vives & réitérées instances de ce Prince.

Soyez sûr encore, que ces instances ont été motivées d'après la parfaite connaissance qu'avait alors le Prince de Condé d'un soulèvement fomenté par un Ministre, dont la résidence se trouve dans les environs du Brisgaw, & qui a fait faire & distribuer, à cet effet, trois cents uniformes de l'armée de Condé à des assassins à gage, en même tems que 1500,000 liv. ont été données à des membres de la Régence de Fribourg pour soulever le Brisgaw, & faire livrer Monsieur avec l'armée de Condé.

On vous a dit de plus, Monsieur, que cette armée est réduite aujourd'hui à deux mille Français : eh ! bien, vous pouvez être encore assuré, que dans les derniers jours du mois de Novembre, sa force était de six mille, quatre cents & quelques hommes sous les armes, malgré les pertes qu'elle a essuyées. Consultez sur cela les lettres de remerciemens de M. le Lieutenant-général Comte de la Tour, & les rapports officiels de l'Archiduc Charles ; consultez même la portion des ennemis de l'armée de Condé, qui s'est battue contre elle.\*

---

\* Nous rapportons cette pièce telle quelle est dans les *Papiers Français* ; elle serait, comme on s'en appercevra facilement, susceptible de beaucoup d'observations.

---



---

## OPÉRATIONS MILITAIRES.

---



---

### ARTICLES OFFICIELS.

(*Tirés du REDACTEUR, 28 Octobre.*)

---



---

PARIS, LE 8 NIVÔSE.

**I**L est arrivé hier un courrier de l'armée d'Italie. Les bruits répandus, depuis quelques jours, sur le Général Buonaparte & les troupes qu'il commande, se trouvent faux, ainsi que ceux qui ont déjà si souvent annoncé leurs prétendus revers. Il n'y a eu rien de remarquable depuis la bataille d'Arcole; l'ennemi, retiré dans le Tyrol & derrière la Brenta, n'a pas osé inquiéter le blocus de Mantoue, qui consume ses derniers vivres, & dont la reddition paraît toujours devoir être le prix prochain de la victoire remportée sur l'armée d'Alvinzi.

Nos malades sont moins nombreux; il en est beaucoup rentré dans les corps de l'armée qui a, d'ailleurs, reçu des renforts considérables, & qui en attend de nouveaux qui traversent, en ce moment, les Alpes.

Notre position, en Italie, est satisfaisante sous tous les rapports essentiels.

*Lettre du Général Régnier, Chef de l'Etat-Major de l'Armée du Rhin & Moselle.*

Au Quartier-Général de Schilsingheim,  
le 30 Frimaire, An 5.

Les Autrichiens veulent avoir nos têtes de pont, cependant les difficultés les effraient. Tout annonce une grande timidité de leur part, & ils n'espèrent réussir qu'à force de coups.



de pelle & de canon. Comme leur infanterie est fatiguée de travaux, de privations, & dégoûtée, ils n'osent pas l'employer à des attaques de vive force. Ils avaient voulu, il y a quelques jours, s'établir aux mesures de l'église du village rasé de Kell, dont leur tranchée n'était qu'à deux cents toises ; nous les en avons chassés plusieurs fois, & nous nous y sommes maintenus. Ils ont pris le parti d'en faire le siège en règle, de cheminer à la sape, & d'établir quatre batteries pour y prendre nos troupes dans tous les sens. Cet ouvrage leur a coûté dix jours. Le poste que nous avions dans ces mesures a été obligé de se retirer lorsque les batteries ont joué, mais nous avons toujours eu l'avantage de retarder sans perte leurs travaux. Nos troupes se défendent bien.

Le dégel a augmenté les eaux du Rhin & de la Kintzig, mais pas encore assez pour chasser l'ennemi de la tranchée ; l'avant-dernière nuit, il a lancé un brûlot contre nos ponts, mais il a été arrêté à l'estacade.

Le feu s'est beaucoup ralenti à Huningue.

(Signé)

REGNIER.

#### NOUVELLES D'ITALIE.

PARIS, 29 OCTOBRE.

La position de l'Armée d'Italie est toujours à-peu-près la même : la garnison de Mantoue a fait, le 9 Frimaire, une sortie, dans laquelle elle a enlevé quelques provisions. Si on en croit une lettre d'un officier Français, écrite du Quartier-Général de Saint-Lazare, cet village n'est pas près de se rendre ; tout ce qu'on dit, à cet égard, est exagéré & controuvé. Le Général Clark est arrivé à Vérone ; on croit qu'il a été en Italie pour *décommander* les républiques qu'on avait déjà mis à l'atelier sur les deux rives du Pô ; aussi le Journal des Hommes Libres s'écrie-t-il que l'arrivée de ce

Général à Vérone a été plus funeste à la liberté que la perte d'une bataille. Si on en croit les Journaux Jacobins, le Général Buonaparte est en disgrâce. Poultier disait ces jours derniers qu'il était placé entre le Directoire & les Autrichiens, mais qu'il saurait mourir en homme d'honneur. Si on croyait aux récits de Poultier, on verrait un autre Dumouriez dans le vainqueur de l'Italie : sur tout cela, les Journaux Officiels gardent le silence le plus absolu.

---

EXPEDITION D'IRLANDE.

*Etat de la Flotte de Brest.*

VAISSEAUX DE LIGNE.

	Canons.		Canons.
L'Indomptable	80	Le Fougueux	74
Le Redoutable	74	Le Mucius	74
Le Patriote	74	Le Tourville	74
Les Droits de l'Homme	74	Le Watigny	74
L'Eole	74	La Constitution	74
Le Trajan	74	Le Séduisant	74
Le Cassard	74	Le Pégase	74
Le Nestor	74	La Révolution	74
Le Pluton	74		

VAISSEAU RASE.

Scévola 40

FREGATES.

La Fraternité	L'Impatiente
L'Immortalité	Le Tartu
La Résolue	La Bravoure
La Bellone	La Fidèle
La Surveillante	La Romaine
La Syrène	La Charente

CORVETTES.



## CORVETTES.

L'Atlante	Le Renard
Le Voltigeur	Le Vautour
La Mutine	L'Affronteur

## FLUTES.

Le Suffrein	La Ville de l'Orient
Le Nicomède	L'Allègre
La Justine	L'Expériment

## CORSAIRES SUIVANT L'ARMÉE.

Le Patriote	Lazare Hoche
-------------	--------------

Le 25, après-midi, la flotte était allée au mouillage de Bertheaume, & elle en a appareillé le 26, à deux heures de l'après-midi.

Les 600 forçats tirés du bagne de la chiourme, y ont été rétablis, & ne font point partie de la flotte.

Cette armée est divisée en avant-garde, ou seconde escadre composée de six vaisseaux de 74 canons, & quatre frégates ; le corps de bataille, ou première escadre, commandée par l'Amiral Morard de Galles, & composée d'un vaisseau de 80 canons, cinq de 74, & quatre frégates ; l'arrière-garde ou troisième escadre, commandée par le Contre-Amiral Nielly, & composée de quatre vaisseaux de 74, un vaisseau rasé de 40, & quatre frégates. Le Contre-Amiral Richery commande l'escadre légère.

Il n'y a de vivres que pour 15 jours pour les troupes, & pour six semaines pour les équipages.

Un fait extraordinaire, & qui a donné lieu à beaucoup de conjectures, c'est qu'on a embarqué un capitaine de vaisseau & plusieurs capitaines de frégates, destinés seulement à suivre les ordres du Général Hoche. On a emporté aussi des chaînes de port.

Un Aide-de-Camp que Hoche avait expédié en Irlande, a rencontré, à son retour, notre flotte à l'entrée du Canal de la Manche ; & il lui a annoncé que 15,000 Irlandais armés les attendaient pour protéger leur descente, & qu'ils seraient bientôt suivis de 30,000 hommes, tous dans les mêmes dispositions.

L'armement d'une seconde flotille se prépare toujours à Brest, avec activité.

“ Nous prévenons ceux qui seraient tentés d'attribuer à quelque célèbre *incapable* le plan de descente en Irlande, “ que ce plan est entièrement de Hoche, & qu'il en a entrepris l'exécution sous sa responsabilité.”—AMI DES LOIX.

---

#### D'IRLANDE.

Les mouvemens des troupes continuent : on voit journellement des détachemens défiler vers les côtes. Un gros train d'artillerie vient de partir de Belfast pour Londonderry, sous une bonne escorte d'infanterie & de cavalerie.

On prépare la revue générale des corps nombreux de volontaires qui sont dans cette capitale. Ce royaume est aujourd'hui sur un pied de défense respectable. Près de trois cents mille hommes sont sous les armes. Il n'y a pas de petit bourg qui n'ait son corps de volontaires.



## NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

### DES RÉPUBLIQUES.

“ ON ne parle plus que de Républiques ; on ne veut  
 “ plus que des Républiques. Dix millions de voix crient  
 “ tous les jours en Europe, *Vive la République !* Quatre  
 “ Républiques viennent d’éclorre en moins de dix-huit  
 “ mois ; c’est un enthousiasme, un fanatisme, une maladie  
 “ dont il n’y a point d’exemple dans l’Histoire, depuis  
 “ l’exil des Tarquins.

“ Mais il faut en chercher la raison : !

“ Un voyageur arrivant de la Chine, prétend l’avoir  
 “ trouvée dans l’absence ou la minorité des Rois de l’Eu-  
 “ rope. Il y avait autrefois, selon lui, dix Rois dans  
 “ cette partie du monde. Nous n’en comptons plus qu’un  
 “ aujourd’hui.—Comment plus qu’un Roi ?—Oui, Mon-  
 “ sieur ; ce Roi unique, le seul qui en fasse le métier, &  
 “ qui en mérite le nom, c’est Catherine Alexiowna, née  
 “ le 2 Mai 1729, & couronnée à Moscou le 3 Octobre 1762.

“ Malgré ses 67 ans, c’est encore la meilleure tête de  
 “ son Conseil ; elle lit toutes ses lettres ; elle répond à  
 “ tous les mémoires ; elle examine tous les plans ; per-  
 “ sonne n’a son secret : elle eut des favoris, & jamais  
 “ de confidens, &c.

“ Tous les autres Rois ne sont que des femmes, ou des  
 “ enfans.”—QUOTIDIENNE.

C’est ainsi qu’on parlait à Paris de l’Impératrice de  
 Russie, au moment où des couriers étaient dépêchés de

toutes parts, pour annoncer la nouvelle de sa mort. Nous reviendrons sur cet événement important. Assez de lettres particulières ont déjà rendu compte des circonstances de l'avènement de Paul I. Mais personne n'a encore parlé de l'événement malheureux que nous allons rapporter, & dont les détails intéresseront surement les lecteurs.

---

EXTRAIT D'UNE LETTRE DE ST. PETERSBOURG.

*Le 8 Novembre 1796.*

. . . . .  
 . . . . .  
 . . . . .

Ne croyez pas que Pétersbourg n'offre rien d'intéressant pour le cœur & pour l'esprit ; n' imaginez pas que sous le 6e degré de latitude, les passions s'éteignent ou s'amortissent. Non, en vérité, on se sent ici plus qu'ailleurs ; on aime, on hait avec une vivacité, une chaleur qui ne le cède pas aux climats les plus brûlans ; en voici une preuve toute récente. La jeune Princesse de Charkofskoy avait épousé à Paris, en 1792, le Prince Louis D'Arembert, qu'elle adorait ; ce mariage déplut ici, à cause des principes révolutionnaires de l'époux ; la jeune femme & sa mère furent rappelées en Russie, & le Prince D'Aremberg eut ordre de n'y point venir avec elles. J'ai connu, il y a deux ans, cette Princesse D'Aremberg, jolie, aimable, regrettant son mari, & en parlant sans cesse ; & puis, peu à peu, j'ai vu cette passion diminuer, se fondre, & faire place insensiblement à un nouveau sentiment plus vif que le premier, & inspiré par un jeune cousin nommé aussi Prince de Charkofskoy. A peine la mère s'en aperçoit-elle, qu'elle veut y mettre ordre ; elle défend sa porte à



son neveu, qui ne vient plus le jour, mais qui s'en dédommage la nuit. La Princesse D'Aremberg, lasse bientôt de cette contrainte, avoue tout à sa mère, & la fait consentir à demander un divorce, que le Synode accorde sans difficulté, attendu que le mariage n'avait pas été célébré selon le rite Grec. La bienséance voulait qu'on attendît quelques mois avant de convoler en secondes nûces ; mais la bienséance ne sait ce qu'elle dit quand elle parle aux passions : onze heures après le divorce accordé, le cousin & la cousine partent sans avertir personne, sans demander de consentement à qui que ce soit, & vont se marier dans leurs terres, où ils passent quelques mois fort heureux, à ce qu'on prétend. Je les ai laissés dans cette retraite en partant d'ici l'année dernière. A mon retour, j'apprends qu'ils ont une bonne maison à Pétersbourg ; que le Prince D'Aremberg, au lieu de s'amuser à chicaner, avait eu le bon esprit de mourir ; que l'immense fortune du Prince & de la Princesse de Charkofskoy, & la bonne table qu'ils tenaient, leur avaient obtenu le pardon général : qu'à la vérité le bon ménage n'était pas tout-à-fait sans nuages ; qu'on parlait de galanteries du côté de Madame, & de grandes jalousies du côté de Monsieur, mais toujours mêlées d'un fond de tendresse inépuisable : il s'est épuisé cependant ; & voici comment. Avant-hier, le Prince surprend des lettres d'un amant, se fâche, veut rendre sa femme à sa mère, fait une scène violente, n'entend aucune raison, & va découvrir des choses qui mettent la Princesse au désespoir, & tellement au désespoir, qu'elle court chez son apothicaire, &, avec l'air du plus grand sang-froid, demande de l'arsenic pour les rats, disant qu'elle ne voulait se fier à aucun de ses gens pour une telle emplette : l'obtenir, l'avalier, rentrer chez elle dans des convulsions horribles, tout cela est l'affaire d'un moment : on court

chercher la mère, le médecin, le prêtre; point de ressources, elle va mourir. Le prêtre ne veut donner l'absolution qu'après le pardon du mari; celui-ci croit que cette scène est jouée, & refuse obstinément de revoir sa femme en disant qu'elle ne mourra pas. Les sollicitations d'une famille désolée, du médecin, du prêtre, n'ont nul effet; il résiste pendant 24 heures: enfin, l'agonie succède aux douleurs les plus cruelles; l'extrême-onction est apportée: cet appareil frappe de terreur le jeune Prince, qui se laisse enfin entraîner auprès du lit de sa femme mourante: il la reconnaît à peine, tant le poison l'a défigurée: le remords le saisit, & comme un éclair, sans que personne n'ait le temps de le retenir, il ouvre une fenêtre, & se précipite du second étage: il reste suspendu par son habit à moitié chemin, à un fer sortant du premier étage: il se débat, se dégage, tombe dans la rue; se relève comme par miracle, & court se jeter, à quatre pas de-là, dans le canal de la Moyka, d'où on le retire moitié roué, moitié noyé: on le rappelle à la vie, mais point à la raison; il est fou, furieux; &, pendant ce tems, sa malheureuse femme lutte encore jusqu'au soir contre la mort, & expire enfin cette nuit après 38 heures de souffrances impossibles à imaginer; elle a conservé la connaissance jusqu'au dernier moment, priant pour elle, pour son mari, pour un petit enfant qu'ils laissent au berceau. Ils avaient l'un & l'autre 24 ans; on n'attend rien du mari.... Fortune, grandeurs, naissance, à quoi servez-vous?.....

---

L'abondance & l'importance des matières nous force à renvoyer aux Numéros prochains des morceaux intéressans sur la loi du 3 Brûmaire, sur l'état des armées en Allemagne & en Italie. Incessamment un tableau des Séances du Parlement actuel, une Lettre de M. Mallet du Pan sur les événemens en Italie, &c. &c.



